

LA

Séparation de l'Eglise et de l'Etat

EN FRANCE

THÈSE

Pour le Doctorat d'Université (*Lettres*)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

Par M. Charles H. HUNKINS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. DAVY

52, RUE MADAME, 52

—
1910

LA

Séparation de l'Eglise et de l'Etat

EN FRANCE

LA

Séparation de l'Eglise et de l'Etat

EN FRANCE

THÈSE

Pour le Doctorat d'Université (*Lettres*)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

Par M. Charles H. HUNKINS



IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. DAVY

52, RUE MADAME, 52

—
1910

AVANT-PROPOS

Frappé de l'importance qu'ont en France les questions religieuses, et des opinions contradictoires que j'ai entendu émettre à leur sujet par des esprits éclairés, dont les uns approuvent avec enthousiasme et les autres blâment avec passion l'œuvre législative de la République, j'ai entrepris de consacrer à cette situation une étude spéciale.

Le monde chrétien a suivi avec intérêt l'expérience tentée par la France. Aux Etats-Unis, on a fait des critiques dont il m'a semblé intéressant de rechercher le bien-fondé. C'est avec une grande liberté d'esprit, et sans arrière-pensée politique ou religieuse, que j'ai abordé l'étude des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France, dans la période contemporaine, n'ayant d'autre souci que de ne point faillir aux règles d'une saine méthode historique.

Devant l'abondance des documents et la diversité des critiques, il m'a fallu pour ne pas m'égarer, aller aux

sources des doctrines et demander des explications qui m'ont été très obligeamment données par ceux qui, dans les deux camps, ont eux-mêmes pris part à la lutte.

Pour les débats parlementaires à la Chambre et au Sénat, j'ai consulté le *Journal officiel*. Pour les événements et leur interprétation, j'ai confronté les appréciations des personnalités qui m'ont paru les plus compétentes.

Au cours d'un voyage dans le Centre et l'Ouest de la France, j'ai recueilli les impressions des simples citoyens, des fonctionnaires et des curés avec qui j'ai eu l'occasion d'être en rapport, et qui m'ont exprimé tour à tour leur façon d'envisager la loi de séparation et ses conséquences.

Et pourtant, les avis me semblent encore si partagés, qu'il faudrait, pour arriver à une certitude réelle, procéder à une enquête encore plus minutieuse et bien plus complète, au moyen d'un référendum général. Mais le suffrage universel a été consulté, et la façon dont il a compris la question et envisagé les événements peut nous aider, même à défaut d'autres indications, à comprendre la nature du problème posé et ses aspects infinis.

Il faut du recul pour apprécier l'influence des grandes réformes politiques. A être mêlé aux événements, on risque de ne point en deviner les conséquences ; et ces conséquences, si logiquement qu'on les conçoive, sont subordonnées à une multitude de circonstances que nul ne peut prévoir.

C'est de ces éventualités que dépendent la destinée des institutions et les fluctuations de l'opinion. Mais il n'est pas nécessaire de rien prédire. Il suffit à l'étudiant de constater pour se croire autorisé à juger, sans d'ailleurs confondre l'abdication du parti pris avec celle de « prendre parti ». Et comme l'a dit Renan : « Le moyen de travailler à la concorde est, non de dissimuler ses opinions, ce qui est une injure à la vérité, mais de les exposer avec modération. » (*Questions Contemporaines*. — Préface, page XX.)

Le régime concordataire

SES ORIGINES. — SA NATURE. — SES EFFETS.

Il ne sera pas inutile pour aborder avec l'ampleur nécessaire la question de la séparation, de rappeler très succinctement et dans ses diverses phases, l'évolution des rapports entretenus par les deux pouvoirs ecclésiastique et civil. Nous pourrons ainsi, nous rendre plus exactement compte des conditions dans lesquelles la question se présente et dégager avec plus de netteté les causes lointaines dont l'influence s'est exercée sur le moment précis, de l'évolution des dits rapports, qui fait l'objet de cette étude.

La distinction du temporel et du spirituel fut marquée dès l'origine même de l'Eglise: « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Mais la doctrine chrétienne comporte l'affirmation essentielle de la prépondérance du pouvoir spirituel sur le pouvoir civil : autant l'âme l'emporte sur le corps, autant le pouvoir religieux doit l'emporter sur le pouvoir politique. Cette distinction entre le caractère divin de la société spirituelle et le caractère humain de la société civile est

décisive. Au début, la séparation est théorique et ne devient pratique qu'en cas d'hostilité de la part de l'Etat. Le Christianisme a pour essence de tendre à l'unité, et il ne peut y arriver qu'en soumettant l'Etat à l'Eglise ; toutes les fois qu'un conflit s'élève, c'est aux intérêts de l'âme qu'il faut pourvoir, c'est l'Etat qui doit s'effacer devant l'Eglise ; car, « Que sert à l'homme de gagner l'univers, s'il vient à perdre son âme ? »

Mais, nous arrivons aux faits, qu'on peut grouper pour la commodité de l'exposition autour des trois points de repère suivants :

1° Origines du Concordat (de la fondation du Christianisme au Concordat))

2° Nature du Concordat.

3° Ses effets.

1° Origines du Concordat.

On a dit que « le premier lien qui unit l'Eglise à l'Etat, ce fut la chaîne qui attachait Saint-Paul à son gardien, le soldat romain, dans la prison Mamertine. Cette chaîne fut dorée plus tard lorsque Constantin se convertit à la religion chrétienne, et que par lui le Christianisme devint religion d'Etat.

En France, l'union de l'Eglise et de l'Etat remonte à Clovis, qui, baptisé par Saint Rémi (496), devint roi chrétien des Francs. Charlemagne en se faisant couronner, scella glorieusement cette union (1) »

(1) SAILLENS. *La séparation de l'Eglise et de l'Etat*, p. 20.

Cette union intime de la société civile et de la société religieuse ne fit que croître au Moyen Age, sans toutefois que les éléments en présence cessassent de se différencier, ainsi qu'en témoignent une rivalité constante et des conflits toujours renouvelés.

Dans la *Pragmaticque sanction* de 1269, attribuée à Saint-Louis, le roi ne reconnut pour son royaume d'autre souverain que Dieu. Il s'opposa nettement à l'ingérence du Pape, lui interdit de lever de l'argent en France, lui dénia le droit de promotion et de collation, et posa le principe de l'élection des évêques. Une autre Pragmaticque sanction, celle de Charles VII (Bourges, 1438) confirma et étendit celle de Saint-Louis. Elle proclama la nécessité des Conciles Généraux et leur supériorité sur le pape, l'entière liberté d'élection des évêques et des abbés ; elle supprima de nouveau les réserves —, c'est-à-dire le droit que s'arrogeait le pape de réserver au profit d'une personne de son choix un bénéfice vacant, — et elle abolit les Annates, c'est-à-dire la redevance que payaient au pape, en recevant leur bulle, ceux qui étaient pourvus d'un bénéfice, et qui consistait dans le revenu de toute une année.

Ces querelles, avec celle des investitures, dominèrent tout le Moyen Age. A la Renaissance, la balance penchait définitivement du côté du pouvoir civil. C'était cette fois l'ingérence du pouvoir civil dans l'Eglise, mais de l'ingérence tout de même.

Le Concordat du 15 août 1516 entre Léon X et François I^{er} substitua au principe de l'élection des évêques

par le clergé, celui de la nomination directe par le roi, et transféra au Pape le droit de confirmation. Cette imixtion de l'autorité civile dans le domaine ecclésiastique et la remise entre les mains du roi du pouvoir de faire les évêques devaient donner lieu à des abus sans nombre. Il faut chercher aussi dans cette prérogative royale une des causes de l'échec partiel de la Réforme en France. Tandis que dans les autres pays, l'esprit nouveau donnait au pouvoir civil l'occasion de conquérir plus d'indépendance vis-à-vis de l'Eglise catholique, il trouvait la royauté française investie d'une partie du gouvernement de cette église et par conséquent moins disposée à se détacher d'elle (1).

Sans doute, il n'y eut jamais de théocratie absolue, mais si, comme le dit M. Chénon, professeur à la Faculté de droit de Paris, « on ne peut pas dire que ces papes aient voulu transformer la chrétienté en une monarchie absolue universelle dont ils auraient été les chefs », on peut dire « qu'ils auraient voulu rattacher tous les royaumes chrétiens au Saint-Siège par une sorte de lien féodal qui aurait maintenu leur subordination sans détruire leur indépendance (2). »

Plus près de nous, Louis XIV sacrifia les droits des protestants à la raison d'Etat, car à ses yeux, l'ordre public nécessitait une unité de foi absolue dans un

(1) C'est bien là la « Réforme rentrée » dont souffre la France au dire de Lord Salisbury.

(2) *L'Eglise et l'Etat*, p. 12. La formule est intéressante, mais elle implique une contradiction qui a sans doute échappé à son auteur.

royaume qui se disait très chrétien ; cela ne l'empêcha pas de résister au pape en favorisant le gallicanisme dont Bossuet rédigea le programme dans les quatre articles fameux de 1682. Puis la Révolution précipita les événements.

Par la loi du 2 novembre 1789, l'Assemblée Constituante mit les propriétés immenses du clergé à la disposition de la nation. Une espèce d'alliance entre le Tiers Etat et la plus grande partie des prêtres s'était dessinée au début de la législature. L'imposition de la Constitution civile du 12 juillet 1790 y mit brusquement fin. Tout en assurant un traitement aux évêques, prêtres et vicaires, la loi, entre autres obligations leur imposait le serment public de rester fidèles « à la nation, à la loi et au roi et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le Roi (1) », elle établissait la forme de l'élection comme seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures (2), de plus les évêques ne pouvaient communiquer avec le Pape que sur des matières de foi, et ne pouvaient obtenir aucune confirmation (3), enfin en certain cas le pouvoir religieux était nettement subordonné au pouvoir civil, puisque l'évêque ne pouvait s'absenter plus de quinze jours de son diocèse sans l'agrément du directoire du département dans lequel son siège était établi (4), et qu'il

(1) Titre II, art. 21.

(2) Titre II, art. 1 et 2.

(3) Titre II, art. 19.

(4) Titre IV, art. 2.

en était de même des curés qui devaient obtenir l'agrément tant de leur évêque que du directoire de leur district (1).

La Convention alla plus loin.

Elle vota le 18 septembre 1794 que « la République Française ne payait plus ni les frais ni les salaires d'aucun culte ».

L'année suivante fut promulguée la loi du 21 février 1795 qui posait en principe le libre exercice des cultes et prévoyait des peines correctionnelles contre ceux qui troubleraient des cérémonies religieuses, mais consacrait la suppression des traitements payés par l'Etat aux évêques et prêtres, et ne leur reconnaissait aucun caractère public. Les communes se voyaient refuser le droit d'acheter ou de louer en nom collectif des locaux pour l'exercice de la religion. Avec toutes ces restrictions la loi n'en donnait pas moins une plus grande liberté à l'Eglise qui se trouvait vraiment affranchie. Elle proclamait en même temps la complète séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Un pas de plus fut fait avec la loi du 29 septembre 1795: si elle maintenait les mêmes dispositions contre ceux qui troubleraient le culte (2), elle prévoyait des peines sévères pouvant aller jusqu'à la « gêne à perpétuité » (3) pour tout ministre des cultes qui prêcherait la rébellion contre la République, ou pousserait des indi-

(1) Titre IV, art. 3.

(2) Titre II, art. 2 et 3.

(3) Titre V, art. 23.

vidus à désertir la défense de la patrie ou à outrager les emblèmes nationaux.

La Convention apporta un correctif à la loi du 21 février 1795. Par le décret du 30 mai 1795 les communes furent autorisées à concéder aux différents cultes l'usage des anciennes églises. Mais si la tolérance semblait régner, au point que l'on vit Notre-Dame servir tour à tour au culte catholique national, au culte théophilanthropique et au culte décadaire, cet apaisement était surtout en surface. L'Eglise au fond ne se soumettait qu'avec peine à une loi que le Directoire n'appliquait pas avec un véritable esprit de tolérance. Malgré tout, ces lois apportaient quelques progrès et eurent de bons résultats chaque fois que leur action ne fut pas contrariée par d'autres ; leur effet aurait été encore plus considérable si leur application avait été plus libérale.

On avait donc pour la première fois réussi à faire de la religion « une affaire purement privée, affranchie de toute autorité extérieure ». Le gouvernement était resté également indifférent à tous les cultes, l'Eglise absolument séparée de l'Etat. Tous les services publics étaient laïcisés, enseignement, pompes funèbres, assistance et état civil. On avait enlevé au clergé, même à l'égard de ses membres, toutes les vieilles armes temporelles du moyen âge ; il ne lui restait plus que l'influence spirituelle, et cette influence, la loi lui permettait de l'exercer parce qu'elle ne pouvait porter ombrage, en restant dans le domaine de la conscience, à l'autorité de l'Etat. C'était un grand pas en avant vers un idéal meilleur ; et

c'est au moment même où ce régime était sur le point d'aboutir à la pacification générale des esprits dans la pratique de la liberté religieuse et politique, qu'il lui fallut disparaître. C'est au moment où « les Eglises étaient en voie de devenir véritablement libres dans l'Etat libre », que la volonté d'un homme vint s'abattre sur l'Etat et sur l'Eglise.

M. d'Haussonville a bien montré qu'on se méprend singulièrement sur la portée de l'œuvre de Bonaparte quand on s'en tient, pour la juger, à la lecture des harangues pompeuses de l'époque. Il n'est pas vrai, comme Chateaubriand et tant d'autres le proclament, que Bonaparte releva d'un mot les autels abattus. Ils étaient debout ; il n'était pas nécessaire qu'on les relevât.

Grégoire, l'évêque de Loir-et-Cher, nous montre que le culte fonctionnait librement dans 32.214 communes. Si nous en croyons Mme de Staël : « A l'époque de l'avènement de Bonaparte les partisans les plus sincères du catholicisme, après avoir été aussi longtemps victimes de l'inquisition politique, n'aspiraient qu'à une parfaite liberté religieuse. Le vœu général de la nation se bornait à ce que toute persécution cessât désormais contre les prêtres et que l'on n'exigeât plus d'eux aucune espèce de serment, enfin que l'autorité ne se mêlât en rien des opinions religieuses de personne. Ainsi donc le Gouvernement consulaire eût contenté l'opinion, en maintenant en France la tolérance telle qu'elle existe en

Amérique (1). » Mais Bonaparte, en agitant toutes ces questions religieuses, poursuivait un but politique et il laissait bien deviner ses intentions dès 1797, dans sa lettre au Général Clark : « On est redevenu catholique romain en France ; nous en sommes peut-être au point d'avoir besoin du Pape lui-même pour faire seconder chez nous la Révolution par les prêtres, et par conséquent par les campagnes qu'ils sont parvenus à gouverner de nouveau (2). » Si « donc, seul contre presque tous les Français éclairés, il supprima le régime de la Séparation et fit le Concordat, c'est uniquement parce qu'il voulait être empereur (3). »

2° Nature du Concordat.

C'est avec ces intentions ambitieuses, et dans un but politique que Bonaparte signa avec le pape Pie VII un arrangement (15 juillet 1801) qu'il compléta par les articles organiques (8 avril 1802) et dont l'ensemble est connu sous le nom de Concordat.

L'article premier de la convention est ainsi conçu : « La religion catholique apostolique et romaine sera librement exercée en France ; son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le Gouver-

(1) Cité par DEBIDOUR, *Histoire des Rapports de l'Eglise et de l'Etat en France*, 1789-1870, p. 185.

(2) Cité par ANATOLE FRANCE, *L'Eglise et la République*, p. 79.

(3) A. AULARD, dans *La Revue de Paris*, mai 1897.

nement jugera nécessaires pour la tranquillité publique (1). »

L'article 4. « Le Premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté confèrera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France, avant le changement de Gouvernement. »

L'article 6 stipulait que les évêques, avant d'entrer en fonction, devaient prêter serment de fidélité au gouvernement ; il se terminait par une menace à peine déguisée : « Si dans mon diocèse, ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat je le ferai savoir au Gouvernement. »

L'article 13 était ainsi conçu : « Sa Sainteté, pour le bien de la paix, et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni Elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés. »

L'article 14. « Le Gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés... » Tels sont les principaux articles du Concordat.

Les articles organiques au nombre de 77 assuraient la surveillance constante par le pouvoir civil des rapports

(1) On a souvent interprété cet article comme la reconnaissance implicite par le pape d'articles organiques éventuels, règlement d'administration et complément du Concordat.

du clergé français avec le Saint-Siège ; rien de ce qui émanait de Rome, bulles, rescrits, mandats ou décrets, ne pouvait avoir cours en France sans l'autorisation préalable du Gouvernement. Mais ce n'était pas tout. Ils réglementaient jusqu'à la vie du clergé, exigeaient des garanties morales des candidats évêques ou curés, dont ils allaient jusqu'à fixer la résidence ; ils s'occupaient des séminaires et de la doctrine à y enseigner, qui devait être le gallicanisme (Art. 24) ils s'introduisaient partout, pour évaluer les ressources des candidats à la prêtrise, pour dresser la liste des ordinations à faire, pour imposer aux curés un costume spécial pour s'occuper des cérémonies extérieures, et des publications faites au prône. Ils comportaient la sanction du recours pour abus, devant le Conseil d'Etat, et de la suppression du traitement.

Le Saint-Siège refusa toujours de reconnaître les articles organiques. D'ailleurs, Concordat et articles inquiétèrent et indisposèrent tout le monde, à Rome aussi bien qu'en France, où le mécontentement fut très vif.

Tous ceux qui étaient restés fidèles aux principes de la Révolution désapprouvèrent l'intervention tyrannique du Premier Consul ; le Conseil d'Etat se tut, mais on savait ce que son silence voulait dire ; quant au Sénat et au Corps législatif, ils protestèrent avec le clergé constitutionnel contre cet abus de pouvoir.

Tout le monde se rendait compte, en effet, des dissentiments et des malentendus continuels auxquels cette convention malvenue devait nécessairement donner lieu.

D'abord, on savait que le Pape avait refusé de reconnaître, en plein consistoire du 24 mai, les articles organiques, qui restaient ainsi un trompe-l'œil ; on s'étonnait de ce que le pacte ne fît aucune allusion aux congrégations ; enfin on ressentait très vivement l'ingérence étrangère dans la vie religieuse d'une nation libre ; on s'indignait de voir la puissance romaine émarquer au budget de l'Etat français, qui semblait avoir abdiqué, en sa faveur, une portion de sa souveraineté.

« Le Concordat est un fait inouï, disait Renan, dans l'histoire de l'Eglise, et l'acte d'ultramontanisme le plus énorme que la Papauté se soit jamais permis (1). » Par le Concordat, l'Etat se mettait à la disposition de l'Eglise, et l'armait de tout le pouvoir de l'organisation civile. C'était « un passeport, le papier qui donnait à l'Eglise ses sûretés et la libre circulation dans la République (2). » C'était plus encore, c'était un marché, et Lamartine voyait juste quand il disait que Napoléon avait vendu à faux poids son peuple à l'Eglise, et l'Eglise ensuite à son peuple.

« Quel étrange assemblage, dit Bompard, d'idées contradictoires, mais quelle équivoque savamment maintenue ! De cette équivoque, les concordats sont l'expression la plus parfaite (3). » M. Sabatier lui aussi reconnaît l'illogisme du Concordat et les « incidents de frontière » auxquels il donna lieu ; mais il soutient qu'« il

(1) *Questions contemporaines*, p. 384.

(2) ANATOLE FRANCE, *L'Eglise et la République*, p. 102.

(3) *Revue politique et parlementaire*, avril 1903, p. 36.

a représenté une grande chose : la paix et la liberté religieuse du pays (1). » Cependant, il revient plus loin sur son caractère illogique, et il ajoute justement : « Le Concordat reposait sur une antinomie violente résidant en ce fait qu'il avait transporté à l'Etat laïque des temps modernes les fonctions et les privilèges des Etats confessionnels de l'ancien régime : l'antinomie d'abord voilée par le tact et la mesure des hommes est apparue peu à peu à tous les yeux par l'impérieuse nécessité des choses, quand le souci de l'ordre public et l'intérêt d'un appui réciproque n'en ont plus dominé les inconséquences (2). »

M. Berthelémy, professeur à la Faculté de droit de Paris, ne veut voir dans le Concordat aucune inconséquence illégique ; il croit qu' « aucune incompatibilité n'existe entre le dogme catholique et les idées républicaines. Le contraire, affirme-t-il, serait plus près de la vérité, et l'on a pu constater plus d'un air de famille entre l'Evangile et la Déclaration des Droits de l'homme ; aussi bien, la lutte entre la République et l'Eglise n'est-elle pas une querelle de principes, mais bien une querelle de personnes (3). »

3° Ses effets.

Si M. Berthelémy veut insinuer par là que les cléri-

(1) *Revue hebdomadaire*, 27 février 1909, p. 421.

(2) *Revue hebdomadaire*, *ib.*, p. 454.

(3) *Traité élémentaire de Droit administratif*, p. 265.

caux, toujours prêts à entretenir de très bonne foi un désordre chronique au sein des organisations qui les protègent, devraient s'appliquer à mieux comprendre, et surtout à mieux observer les préceptes évangéliques, il a raison. Mais il semble bien qu'à poser la question comme il la pose, sans s'attacher à l'examen des réalités et des faits, en se contentant d'affirmer la conciliation éventuelle de deux pouvoirs absolus, il recule indéfiniment la solution cherchée. En réalité, les rapports factices et contre nature de l'Eglise et de l'Etat ne peuvent logiquement aboutir qu'à l'anarchie, et comme l'a fait observer si finement M. Faguet, « un concordat est toujours une anarchie organisée, c'est-à-dire une anarchie couverte, une anarchie latente (1) ». C'est l'opinion qu'exprimait aussi M. Deschanel quand il ne voyait dans le Concordat qu'un « expédient qui se prolonge », et quand il affirmait qu'il ne pouvait être « le régime définitif de la démocratie du xx^e siècle » (2).

Au point de vue strictement romain, le Concordat rendit évidemment beaucoup de services à l'Eglise. Il empêcha le schisme et il fortifia l'autorité du dogme. Mais on ne saurait trop insister sur ce point^e : le Concordat n'était qu'une « forme bâtarde de la religion d'Etat » (F. de Pressensé), ce n'était qu'un compromis très instable et, comme tous les compromis, destiné à tomber, selon les événements et les hasards de la politique, dans l'un des deux extrêmes qu'il essayait vainement de con-

(1) *La Grande Revue*, 1^{er} mars 1900.

(2) *Séance* du 21 octobre 1904.

cilier. Voici, en effet, l'Etat qui doit protection à l'Eglise, mais qui ne peut confisquer sa liberté ; d'autre part, voici l'Eglise qui doit obéissance à l'Etat, mais sans pour cela abdiquer son indépendance. Or, l'Etat varie selon qu'il est représenté par un empereur, un roi, ou la République : d'où une confusion regrettable d'attributions, un conflit toujours renouvelé qui est toute l'histoire religieuse de la France au cours du xix^e siècle.

Jusqu'à ces derniers temps, l'Eglise s'est toujours servie du Concordat pour arriver à ses fins, et les événements ont toujours servi l'Eglise. La Restauration fit tout pour elle. Le 4 juin 1814, elle rétablit la religion catholique comme religion d'Etat ; elle lui reconnut en 1825 un pouvoir extraordinaire en faisant passer la loi dite du sacrilège qui punissait de mort les profanateurs d'objets sacrés. Sans doute, un royaliste, le comte de Montlosier, dénonça la même année l'existence illégale de la Compagnie de Jésus ; mais ce n'était là qu'un incident. Une fois sur la pente du despotisme, l'Eglise, devenue pouvoir politique par l'influence qu'elle exerçait indirectement sur le peuple, ne devait s'arrêter dans ses projets ambitieux qu'au moment où il serait trop tard pour faire face en arrière.

L'encyclique « *Mirari nos* » en 1832 fut le prélude des factums successifs lancés à intervalles réguliers par les Souverains Pontifes contre les idées modernes et la démocratie grandissante. Puis vint la Révolution de 1848, dont l'Eglise profita encore. Prise de peur, la bourgeoisie se jeta dans les bras des prêtres, qui furent

assez habiles pour faire ouvertement bon accueil aux idées nouvelles. C'est alors que dans tous les villages les prêtres bénissent les arbres de la liberté, mais on a ajouté, non sans malice, que la liberté devait en mourir.

En tout cas, la France se brouilla avec les patriotes Italiens en envoyant à Rome une armée qui n'y avait que faire. Puis vint le second Empire, habilement préparé par l'Eglise. Louis Bonaparte, comme son oncle, trouva facile de s'en servir pour son ambition personnelle. Par la loi Falloux de 1850, il lui livra l'enseignement, pieds et mains liés. Sous l'Empire on allait voir les congrégations prendre un développement considérable : en huit ans, de 1852 à 1860 l'Etat reconnut 982 communautés de femmes ; les congrégations d'hommes, reconnues ou non, grandissaient sans gêne, mettaient la main sur l'enseignement primaire, et touchaient même à l'enseignement secondaire. En 1863 il y avait dans les écoles congréganistes près de deux millions d'élèves, presque la moitié de la population scolaire totale ; en même temps la direction de l'assistance publique était presque entièrement abandonnée aux ordres hospitaliers. C'est à ce moment que Rome pour affermir sa puissance mondiale publia le *Syllabus*, recueil de 80 propositions condamnées par le Pape, qui montrait l'opposition irréductible de l'Eglise à la société moderne.

Napoléon III s'aperçut, mais un peu tard, qu'il s'était engagé trop à fond avec l'Eglise. En 1867, quand il comprit sa faute, il était pris dans l'étreinte de Rome comme dans un étau. Alors que la France avait besoin

de tous ses soldats, il lui fallut envoyer en Italie un corps d'expédition français, qui combattait pour le Pape à Mentana.

Mais les yeux s'ouvrirent enfin. Ce fut précisément à cette époque que beaucoup d'esprits éclairés et conciliants s'aperçurent de l'impossibilité d'un accord entre l'Etat et l'Eglise, et qu'ils formulèrent de nombreux desiderata en faveur de la Séparation. M. Henri Brisson écrivait alors dans la *Revue Politique* (1) : Tout Concordat blesse et le droit politique et la liberté religieuse. Il fait de la religion une institution publique, une subdivision du pouvoir; il légifère sur les choses de la conscience.... Il livre l'Etat à l'Eglise et l'Eglise à l'Etat, suivant les circonstances; il ouvre les codes à des pénalités spéciales qui entravent la discussion philosophique; il cimente, au détriment de la liberté, l'union des deux pouvoirs; ou bien il organise entre eux une lutte tantôt sourde, tantôt éclatante, toujours funeste... La séparation des Eglises et de l'Etat... doit être le premier principe du parti libéral (2). »

Après les malheurs de 1870, l'occasion se présenta à l'Eglise de coopérer au relèvement national. Elle se contenta de faire voter par la Chambre la construction de la Basilique du Sacré-Cœur, à Montmartre, puis elle travailla sourdement, mais méthodiquement, au rétablissement du parti monarchiste. Par deux fois, elle faillit

(1) Numéro du 18 juillet 1868.

(2) C'était aussi l'opinion des libéraux modérés, tels qu'Edouard de Laboulaye et Edmond de Pressensé.

déchaîner la guerre par ses campagnes contre Bismarck, qui était décidé à attaquer résolument le cléricalisme, que Rome voulait voir représenter par la France. Mais l'opinion des gens éclairés commençait à se lasser de cette ingérence continuelle de la Papauté dans les affaires nationales, et elle favorisa de plus en plus les idées de séparation.

En 1876, une protestation contre le budget des cultes réunit 62 voix. La même proposition réunit 126 voix en 1882 et 173 en 1887. Ce n'était là qu'une indication mais la Chambre allait bientôt avoir à se prononcer sur des projets fermes de Séparation :

En 1888, la Séparation réunit 180 voix.

En 1897, — — 184 —

En 1902, — — 187 —

En 1903, — — 240 —

Mais n'anticipons pas.

Le 4 mai 1877, la Chambre, par son vote, réprouva les manifestations cléricales et ultramontaines. Puis Jules Ferry, de 1880 à 1882 porta par ses lois scolaires le premier coup décisif à l'autorité de l'Eglise. En vertu de ces lois seules les Facultés de l'Etat pouvaient conférer des grades universitaires ; des collèges et lycées de jeunes filles étaient établis, l'enseignement primaire devenait laïque, gratuit et obligatoire. L'Eglise fit une guerre acharnée à ce qu'elle appelait les « lois scélérates » et se jeta à corps perdu dans le Boulangisme ; elle en sortit sans honneur et se divisa alors en deux partis dont l'un

restait intransigeant, tandis que l'autre favorisait le ralliement à la République.

Le toast retentissant du Cardinal Lavigerie servit en quelque sorte à introduire ce nouvel état d'esprit que le Pape, Léon XIII, approuva dans son Encyclique *Inter innumeras* du 16 février 1892 appelée quelquefois Encyclique du Ralliement. En même temps des hommes d'Etat comme Ribot, Casimir Périer et Spuller qui patronnaient « l'esprit nouveau », cherchaient à établir des relations moins tendues entre l'Eglise et l'Etat.

Tout fut vain, la haute société catholique, la partie du clergé qui se refusait à admettre l'infailibilité du Pape en matière politique restèrent hostiles et réfractaires : il était clair que l'organisation romaine ne pouvait faire bon ménage avec une démocratie libérale : on s'en aperçut bien lors de l'affaire Dreyfus, qui faillit par la faute des Congrégations, déchirer la nation.

Ce long et pénible incident amena l'avènement au pouvoir d'une majorité anticléricale résolue à mettre les choses au point et même à précipiter le conflit pour en dégager au plus tôt la solution décisive et libératrice. Grâce à ses efforts et grâce aussi aux fautes du parti cléricale, on s'accoutumera à regarder comme un anachronisme le régime concordataire, jusqu'au jour où l'opinion publique, éclairée enfin sur les relations véritables de l'Eglise et de l'Etat soutiendra le gouvernement et lui permettra en faisant intervenir l'action législative de prendre des mesures énergiques contre l'Eglise.

Et pourtant quelques esprits, d'ailleurs éclairés, ne regardaient pas sans inquiétude la tournure qu'allaient prendre les choses. L'entreprise paraissait à M. de Vogüé dangereuse et irréalisable. « Ignorer l'Eglise », disait-il, « laisser toute liberté aux hommes qui représentent une puissance établie depuis dix-neuf siècles, maîtresse de ce qu'il y a de plus intime dans les âmes, ce serait une aventure que je ne conseillerais à aucun pouvoir séculier. Elle aurait effrayé l'ancienne monarchie, forte pourtant de ses longues traditions, du consentement universel des sujets, de leur acquiescement à son prétendu droit divin. Elle ferait courir les plus graves dangers à notre Etat moderne, assis sur des bases plus précaires et plus changeantes (1). » M. Maurice Barrès était plus pessimiste encore. Il craignait que l'abolition du Concordat n'aboutît à faire de chaque curé de village un « puissant et forcené agent électoral (2) ». Et l'avenir était pour lui plein de menaces.

Ces menaces n'ont pas arrêté le parti républicain; c'est justement parce qu'il se faisait une idée exacte de la puissance formidable de l'Eglise qu'il décida d'y opposer un barrage. Il eut conscience du danger qu'elle faisait courir à l'esprit moderne, et il résolut de le conjurer.

« Dans le cours du xix^e siècle », explique M. Seignobos, « l'Etat a enlevé à l'Eglise catholique en Europe tout pouvoir matériel : il a supprimé l'unité obligatoire

(1) *La Grande Revue*, 15 juin 1904, p. 516.

(2) *La Grande Revue*, 15 juin 1904, p. 525.

de la foi pour établir la liberté de religion. Mais par la concentration effective de toute l'autorité ecclésiastique en la personne du Pape devenu souverain absolu, par la création dans tous les pays de partis catholiques parlementaires, tous soumis à un centre commun, par l'accroissement du personnel religieux, séculier et régulier, par l'accumulation des richesses, par l'organisation des écoles catholiques de tous les degrés, l'Eglise a acquis une puissance sociale et politique certainement supérieure au pouvoir qu'elle a perdu (1). »

Lorsqu'il constitua son ministère de défense républicaine, Waldeck-Rousseau résuma en quelques mots, dans un discours, la gravité de la situation : « Dix ans plus tard, il eût été trop tard. »

(1) SEIGNOBOS (Ch.), *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 680.

Le conflit entre l'Eglise et l'Etat

Ainsi le conflit qui avait existé à l'état latent pendant tout le xix^e siècle entre l'Eglise et l'Etat s'accroît et se précise.

Waldeck-Rousseau fut l'un des premiers à comprendre l'étendue de la question, dont il nous a laissé le lucide exposé dans son testament politique et dans ses discours. Il croyait que dans les conflits de ce genre, le rôle de la politique devait consister surtout à apaiser et à concilier les deux partis en présence. « La politique courante, disait-il, est faite de solutions, d'accords, et, dans le sens vrai du mot, de concordats successifs (1). »

Mais il ne se dissimulait pas les difficultés spéciales du conflit que la République était appelée à régler. Le Concordat de 1801 n'avait pas été signé dans un esprit de conciliation; c'était un marché; et comme tous les marchés de ce genre, il en était arrivé à ne plus profiter qu'à l'une seule des deux parties contractantes. Tout en reconnaissant (*Séance* du 27 juin 1903), qu'« entre tous les faits, il n'en était pas de plus considérable que

(1) WALDECK-ROUSSEAU, *Pour la République*, p. 507.

le catholicisme », Waldeck-Rousseau s'était efforcé de bien déterminer l'espèce de catholicisme à l'assaut de laquelle il voulait mener toutes les forces républicaines; c'était le cléricalisme, dont il fallait chercher la raison d'être non pas dans l'exercice de la pure religion apostolique, mais dans la poursuite de buts nettement politiques et hostiles au gouvernement républicain. La République n'avait aucun droit, et certainement aucun désir, de s'attaquer aux pratiques d'une foi sincère; mais c'était son intérêt autant que son devoir de s'opposer aux progrès d'un parti qui, sous les dehors de la religion, n'avait que des visées politiques et temporelles, un parti qui, avec un certain nombre de croyants, renfermait aussi des incrédules, « beaucoup moins préoccupés de mériter une place dans le royaume des cieux que de recueillir des charges dans le royaume de France. » « A ce parti », ajoutait avec raison Waldeck-Rousseau, « il ne suffit pas que l'Eglise soit respectée dans un Etat impartial; son rêve, c'est une Eglise dominante dans un Etat subalterne (1). »

L'éminent homme d'Etat s'était aussi aperçu d'autre chose : « Qu'il n'y a pas de limite pour le spirituel et le temporel, le spirituel n'étant connaissable que lorsqu'il se manifeste temporellement (2) » : il s'était également rendu compte que, « le partage du pouvoir en spirituel et temporel n'assurait même pas au pouvoir laïque une part de souveraineté indépendante, car le clergé

(1) WALDECK-ROUSSEAU, *Pour la République*, p. 18.

(2) ANATOLE FRANCE, *L'Eglise et la République*, p. 93.

seul traçait les limites des deux domaines, et décidait quelles affaires lui appartenaient; ainsi le clergé donnait des ordres et n'en recevait pas (1). »

Devant des constatations si probantes, Waldeck-Rousseau n'hésita pas à poser l'anticléricalisme en principe de gouvernement, « manière d'être constante, persévérante et nécessaire aux Etats (2). » Tandis que le Dominicain Monsabré, parlant de l'Inquisition, proclamait que « l'unité de foi est une nécessité d'ordre public », l'homme d'Etat républicain se préparait à l'attaque au nom de l'universelle tolérance. Le 14 novembre 1899, à la rentrée des Chambres, il déposait un projet de loi sur le *Contrat d'Association*, projet dont il démontra la nécessité (3) et qu'il justifia à plusieurs reprises, notamment dans le discours prononcé devant la Chambre lors de la discussion générale le 21 janvier 1901.

Le projet Waldeck-Rousseau était basé sur trois principes reconnus et appliqués presque constamment en France depuis le xiii^e siècle : nécessité de l'autorisation, nécessité de la surveillance des associations par l'Etat, légitimité du droit d'amortissement. Même dans le texte

(1) SEIGNOBOS (Ch.), *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 652.

(2) WALDECK-ROUSSEAU, lettre à M. Millerand, dans *le Temps* du 13 octobre 1901.

(3) Après avoir constaté une progression constante des congrégations dont le nombre avait augmenté en même temps que leurs biens, il montrait que leur but était l'usurpation de toute autorité et que leur enseignement attaquait systématiquement les lois de la République.

quelque peu aggravé par la commission (1) chargée d'examiner le projet, ces trois principes subsistaient.

Waldeck-Rousseau montra vite qu'il n'avait rien d'un sectaire et qu'il comptait appliquer la loi dans un esprit libéral ; malgré tout, 63 congrégations d'hommes seulement sur 147, et environ 400 sur 600 des congrégations de femmes demandèrent l'autorisation. Les élections législatives de 1902 approchaient, les prélats renouvelèrent, mais en vain, leurs manifestations belliqueuses contre le gouvernement, le résultat des élections fut un triomphe pour le parti anticlérical. Le pays semblait donc approuver l'action du gouvernement ; forte de cet appui la nouvelle Chambre allait se décider à prendre une attitude plus impérieuse et à exiger l'application des lois. Waldeck-Rousseau démissionna bientôt et d'accord avec la Chambre, son successeur, M. Combes agit de telle sorte que vers le milieu de 1903, en dépit d'une résistance ouverte en de nombreux cas, la plupart des congrégations religieuses voyaient fermer leurs établissements et étaient forcées de se disperser.

Cette lutte contre les congrégations rendit encore plus difficiles les relations entre l'Eglise et l'Etat et fit progresser l'idée de séparation. Le Concordat ne semblait pas encore en péril mais on pouvait prévoir qu'il courrait de sérieux dangers si un nouveau mouvement d'idées venait à se manifester.

Le terrain était donc préparé — tout au moins dans

(1) Commission présidée par M. Sarrien et dont le rapporteur était M. Georges Trouillot.

le domaine des idées, — pour le conflit décisif entre l'Eglise et l'Etat. Mais avant d'en examiner les détails et les circonstances, il serait bon d'exposer les causes générales, lointaines, mais d'autant plus profondes, des hostilités qui allaient commencer.

C'était d'abord la proclamation du dogme de l'infailibilité qui avait fait du Pape une tout autre personne que le Souverain Pontife du temps de Napoléon I^{er}. Bonaparte, partisan déclaré du gallicanisme, n'aurait jamais songé à s'entendre avec un pape soi-disant infailliable. C'était, dans son idée, lui, et non pas le Pape, qui ne pouvait pas se tromper. Et Bompard fait remarquer justement que « les auteurs de la Convention de 1801 n'auraient jamais permis l'installation en France, sous prétexte de congrégations religieuses, d'une véritable milice papale (1). »

Non seulement le Pape s'était arrogé une infailibilité que l'Eglise de France elle-même ne reconnaissait pas, du temps de Bonaparte, mais le gallicanisme, qui existait encore à cette époque, et qui devait assurer entre les forces en présence l'équilibre nécessaire, avait disparu. De plus en plus attiré et endoctriné par Rome, le clergé séculier en était venu à conclure avec le clergé régulier une entente secrètement dirigée contre les institutions républicaines. Si bien que du système de Napoléon I^{er}, il ne restait plus debout que le cadre.

Mais ce n'était pas tout. Tout comme le Pape et le

(1) BOMPARD, *Revue politique et parlementaire*; numéro de juin 1903, p. 578.

clergé, l'Etat, lui aussi, avait changé. La démocratie s'était affirmée maîtresse absolue de ses propres destinées, elle avait ses ambitions à elle, sa constitution à elle, sa morale à elle ; elle n'avait que faire de continuer une entente bâtarde avec une organisation qui lui était opposée de tous points. L'idéal républicain et l'idéal romain se tournaient le dos. Et de plus, la conscience nationale se refusait à admettre comme valable un contrat caduc, passé avec un souverain étranger poussé trop souvent au pouvoir par les pires ennemis de la France. C'est ce qu'exposait si éloquemment Briand, à la séance du 6 avril 1905, quand il disait qu'il y avait incompatibilité radicale entre les principes dont s'inspiraient les deux pouvoirs et quand il en donnait comme preuve que les articles organiques, qui incarnaient l'esprit du Concordat, étaient violés tous les jours par l'une au moins des deux parties (1).

Et puis, il faut bien avouer que le peuple français se désintéressait de plus en plus des questions religieuses. La masse restait indifférente à des problèmes que seuls quelques croyants embrassaient avec ferveur, mais que, par la faute de l'Eglise elle-même, elle ignorait complètement, parce qu'elle en avait toujours été tenue à l'écart. C'était là le résultat inévitable de l'obscuran-

(1) M. Combes le disait aussi : « Il n'est pas un seul article de ce contrat séculaire, parmi ceux qui reconnaissent quelque droit au pouvoir civil, qui n'ait été enfreint des milliers de fois par les représentants de l'autre pouvoir. » *Une deuxième campagne laïque*, p. 10, préface.

tisme adopté par la politique romaine. Les laïques, systématiquement traités en inférieurs par le clergé, ne pratiquaient souvent la religion que par intérêt ou par routine. Ils en avaient respecté les formes tant que cela leur avait paru nécessaire, mais devant les progrès de l'esprit moderne, ces formes mêmes avaient sombré dans l'indifférence générale (1).

Enfin, et en s'en tenant au point de vue strictement politique, libéraux et républicains étaient d'accord quant à l'opportunité de la Séparation. Ils comprenaient qu'elle devait se faire, pour le plus grand bien de l'Etat et de l'Eglise, et ils voulaient débarrasser la législature démocratique de ce poids mort du Concordat, vestige d'un autre âge et d'une autre civilisation.

« La Séparation », écrivait M. Anatole Leroy-Beaulieu, « est l'aboutissement inévitable de la sécularisation

(1) Cette indifférence de plus en plus marquée de la nation à l'égard de l'Eglise a été signalée par beaucoup d'auteurs contemporains. « Les noms de pape et d'Eglise, dit Anatole France dans : *L'Eglise et la République*, p. 115, demeurent; mais ils ne représentent autant dire rien de ce qu'ils représentaient il y a seulement trente ans. » Fouillée remarque, dans : *La France au point de vue moral*, p. 49: « Il y avait autrefois des mœurs chrétiennes; il n'y a plus guère maintenant que des pratiques chrétiennes », et plus loin: « La grande inconséquence consistait, il y a cinquante ans, à croire sans pratiquer; elle consiste de nos jours à pratiquer sans croire. »

Il faut aussi noter que les fils les plus avancés, les plus éclairés, et, par suite, les plus utiles de l'Eglise sont frappés d'anathème. Rome abat ceux de ses enfants qui osent penser sans elle: Loisy, Murri et Tyrrell.

des Etats contemporains (1). » Et M. Faguet disait, de son côté : « Une de mes pierres de touche à reconnaître le libéral, c'est le fait d'accepter la Séparation de l'Eglise et de l'Etat (2). »

C'est ainsi, pour employer les termes de Waldeck-Rousseau, que s'était faite peu à peu cette séparation, « Par l'action lente et presque invisible du temps sur l'état des esprits, sur l'état des mœurs, par le progrès insaisissable mais certain de l'esprit de discussion, de contrôle, de critique et d'analyse, et par la nécessité même pour le catholicisme, d'évoluer vers cette conception plus moderne qui a déjà ses apôtres de la séparation de la conscience politique et de la conscience religieuse (3). »

Il y avait déjà plus de trente ans que, dans les deux camps, on s'apercevait de symptômes aussi nombreux que certains. Les écrivains catholiques regrettaient que l'Eglise ne fût plus représentée au Conseil de l'Instruction publique, qu'on n'entendit plus sur les rangs le commandement de « genou-terre », que les navires de guerre ne fussent plus baptisés ; ils déploraient la suppression des messes rouges et des messes militaires, la laïcisation de l'Assistance publique, la validation par les maires du mariage des prêtres, la liberté des cultes, de l'enseignement et de la presse, le suffrage universel, les lois sur le divorce et l'incinération des morts ; bref,

(1) Cité par ANATOLE FRANCE, p. 91, *vide supra*.

(2) FAGUET, *Le libéralisme*, p. 318.

(3) WALDECK-ROUSSEAU, *Pour la République*, p. 513.

toutes les institutions qui n'étaient pas conformes aux traditions de l'Eglise (1).

Ce fut alors que, devant l'hostilité croissant entre les deux sociétés en conflit, les catholiques essayèrent de s'inféoder, dans un but politique, aux partis parlementaires. Ils épousèrent la cause des boulangistes, et malgré les efforts diplomatiques de Léon XIII, allèrent de plus en plus s'enferrant. Brunetière proclama pour eux la faillite de la science, ils fomentèrent les agitations dangereuses du procès Dreyfus, ils descendirent dans la rue lors de l'application de la loi sur les associations et de l'expulsion des congrégations.

Ainsi, le malaise se perpétuait et le mal s'envenimait, quand les hasards de la politique mirent en présence M. Combes et Pie X. Ces deux hommes semblaient être les artisans nés de la Séparation.

Léon XIII étant mort le 3 juillet 1903, le conclave se réunit pour le remplacer. C'est alors que l'Autriche in-

(1) DUBIEF (F.), *La Rupture avec le Vatican*, p. 5, nous montre les cardinaux protestant dès 1892 contre la suppression des prières publiques dans certaines circonstances, contre l'abrogation de la loi sur le repos du dimanche, contre la liberté des funérailles, contre les décrets relatifs aux congrégations religieuses non autorisées, contre l'instruction laïque et obligatoire, contre la suppression des bourses autrefois accordées par l'Etat aux séminaires, contre le service militaire imposé aux élèves ecclésiastiques, contre la suppression des aumôniers dans les régiments, contre la loi anti-chrétienne et anti-sociale du divorce, contre le pouvoir accordé aux maires sur l'usage des cloches et sur les clefs des églises.

tervint et usant de son droit de véto, imposa Pie X aux cardinaux (1).

« Pie X est peut-être le Pape le plus obstiné, le moins influençable que Rome ait connu depuis un siècle. Il fait son métier de pape infaillible avec une sincérité, une simplicité, une conviction qui ont quelque chose d'émouvant, et le rendent personnellement très sympathique, S'il sent sa faiblesse, on pourrait dire qu'il est rassuré par cette faiblesse, par la persuasion qu'il a que Dieu a choisi en lui l'instrument le plus imparfait pour manifester sa puissance, et faire éclater sa gloire.

Il s'en remet donc entre les mains de Dieu, sans s'apercevoir que ce qu'il prend pour des inspirations divines sont les vues tout à fait personnelles et individuelles que lui a données sa complète réclusion intellectuelle, politique, morale, religieuse. Jamais, peut-être, on ne vit, dans une position si élevée, pareille absence d'hésitation, un esprit qui ne se laisse pénétrer par rien (2). »

M. Combes, de son côté, semblait admirablement préparé à l'exécution d'une pareille réforme. Sa rare compétence en matières ecclésiastiques lui donnait une clarté de vue et, par conséquent, un esprit de décision qui avaient manqué à ses prédécesseurs. Il était, d'ailleurs, aussi entêté, aussi obstiné que Pie X et bien décidé à ne pas céder.

(1) Cf. Veuillot (E.), son article dans *L'Univers*, du 23 août 1903, où il appelle le fameux véto « un outrage fait par l'Empereur d'Autriche au conclave ».

(2) SABATIER (P.), *Les Modernistes*, p. 60.

« J'ai toujours été », disait-il dans la séance du 14 janvier 1905, « partisan de la Séparation des Eglises et de l'Etat, mais quand j'ai pris le pouvoir, j'ai jugé que l'opinion publique était insuffisamment préparée à cette réforme, j'ai jugé qu'il était nécessaire de l'y amener. » Et il s'ouvrit à un périodique anglais, la *National Review* (mars 1905), de sa méthode de préparation. Il décida de faire observer strictement les stipulations concordataires par les deux parties contractantes. C'était là une politique habile, car il savait bien qu'à prendre à la lettre les dispositions de ce contrat caduc, il était impossible qu'il tînt debout pendant vingt-quatre heures. Mais peu de personnes étaient au courant de cette situation ; on savait bien qu'il y avait entre le pouvoir civil et le pouvoir romain un perpétuel conflit, qu'on voulait voir cesser, mais on ne s'en expliquait pas bien les causes. Combes entreprit de les dévoiler. « Il n'y avait, selon moi », dit-il nettement, « qu'à prendre acte de ces désaccords inévitables, à mesure qu'ils se produisaient, pour inciter naturellement le pays à se tourner vers la Séparation de l'Eglise catholique et de l'Etat, comme vers le remède efficace à un mal constitutionnel et chronique, qui ne pouvait être guéri autrement. De fait, les événements ont réalisé pleinement cette vue de mon esprit (1). »

Déjà, le 21 mars 1903, à propos de la discussion au Sénat du budget des cultes, il avait engagé la bataille sur les violations concordataires dont l'Eglise s'était ren-

(1) COMBES (E.), *Une deuxième campagne laïque*, p. 22. Introduction.

due coupable ; il avait montré l'illégalité de l'ingérence papale en matière de nomination des évêques ; il avait dévoilé l'arrogance des archevêques et cardinaux qui, dans des lettres ouvertes avaient invité le Président de la République à désavouer la politique de son gouvernement ; il avait mis le doigt sur mainte violation du Concordat : manifestes politiques des évêques sous prétexte de pétitions ; mandements blâmant les actes du gouvernement ; invitation de prêcher dans des chaires concordataires à des membres de congrégations non reconnues ; immixtion du clergé dans les luttes électorales.

Cette période de tension, ou préparatoire, devait bientôt être suivie d'une période d'hostilité ouverte, marquée par des actes de combat nettement définis ; on n'en restait plus aux généralités, mais on se querellait sur des points précis comme : la querelle du *nobis nominavit*, la protestation du Pape contre le voyage de M. Loubet à Rome, et les incidents relatifs aux évêques Le Nordez et Geay.

Il y avait longtemps que sur la première question : *nobis nominavit*, les gouvernants français, même monarchiques, et le Saint-Siège se querellaient. Ce *nobis* semblait très difficile à expliquer ; le Saint-Siège le traduisait ainsi : nous donnons l'institution canonique au candidat que nous a désigné le gouvernement français. C'était dire que le gouvernement ne nommait pas d'une façon absolue, mais ne faisait que proposer les candidats au Pape, qui pouvait accorder ou refuser l'investiture au candidat sans avoir à rendre compte de son re-

fus. Le droit de nomination se trouvait ainsi remplacé par un simple droit de proposition. Or, si l'on se reporte au texte du Concordat on voit clairement que le gouvernement *nomme* les évêques, sans qu'aucune restriction à l'exercice de ce droit soit indiquée. La formule du *nobis nominavit* portait donc atteinte aux prérogatives du gouvernement français, et le subordonnait à Rome.

C'est ce que sentit M. Combes, qui, résolu à s'en tenir à la lettre du Concordat posa nettement la question et somma la Curie romaine de donner l'investiture à tout candidat proposé par le gouvernement français et non convaincu d'incapacité ou d'indignité canonique, ou tout au moins de faire connaître les motifs de son refus. La Curie s'y refusa : des vacances s'étant produites, et le Saint-Siège s'obstinant, refusant l'intronisation aux candidats gouvernementaux, quelques sièges épiscopaux restèrent inoccupés pendant un certain temps. La situation devenait difficile. Merry del Val, le cardinal secrétaire d'Etat, y mit fin en décembre 1903 en supprimant le fâcheux *nobis*, qu'il remplaça, d'ailleurs, par une autre formule semblable. Combes cependant ferma les yeux, et deux évêques purent enfin entrer en fonctions.

On revint alors à la discussion de « l'entente préalable », que l'on avait abordée auparavant. Chaque fois qu'il s'était agi de nommer un évêque, certains ministres avaient cru bon de s'entendre avec le nonce au sujet du candidat à présenter au Saint-Siège; c'est ce qu'on appelait « l'entente préalable ». Passant sur ce précédent, Combes nomma cinq évêques aux postes encore vacants: le Vatican n'en agréa qu'un seul. Ce fut alors le tour

du gouvernement de s'abstenir. Et Combes déclara le 19 mars 1904 qu'il ne ferait plus de nomination officielle « tant que ses premières désignations, qu'il maintenait absolument, n'auraient pas été acceptées ».

On s'entêta des deux côtés, car Combes et Pie X étaient nés également batailleurs. On échangea des notes. Lorenzelli, le nonce papal, fit savoir au Président du Conseil que le Pape était mieux désigné que personne pour juger des aptitudes des candidats aux fonctions épiscopales. Sans doute, il y avait dans ces observations une part de vérité ; et les spectateurs intéressés de ce duel historique ne savaient trop quel parti prendre, quand des événements inattendus vinrent les éclairer sur les intentions d'un au moins des adversaires.

En échange de la visite rendue en juin 1903 par le roi d'Italie à la France, le Président Loubet alla à Rome et y resta du 24 au 29 avril 1904. Ce fut l'occasion de nouvelles difficultés. Les catholiques soutenaient que la visite présidentielle consacrait la spoliation des Etats pontificaux, et que le Chef de l'Etat ne pouvait entrer dans la Ville Eternelle sans se rendre au Vatican aussi bien qu'au Quirinal.

« Loubet, qui était un politique modéré, peu porté aux solutions intransigeantes ou radicales, eût bien voulu mettre tout le monde d'accord, et prévenir tout éclat fâcheux, en rendant le Pape plus traitable (1). » Il ne désirait que la paix, et il était prêt, si c'était nécessaire, pour apaiser certains esprits, à rendre visite

(1) DEBIDOUR (A.), *L'Eglise catholique et l'Etat en France*, t. II, p. 396.

à Pie X. Mais ce fut Pie X qui refusa de le recevoir. Il l'en avertit du moins, par son organe officiel, en lui rappelant que le Pape ne pouvait donner audience à aucun chef d'Etat catholique, s'il était à Rome, l'hôte du roi d'Italie. Alors, le Président passa outre, et les députés français, exaspérés par cette intervention d'un étranger, votèrent à la presque unanimité (502 voix contre 10) les crédits du voyage.

Mais le Vatican ne désarma pas. M. Loubet était encore à Rome que M. Nisard, ambassadeur auprès du Vatican reçut de Merry del Val une note, datée du 28 avril, où le Saint-Siège protestait contre l'offense qui lui avait été faite. Il rappelait le Concordat, le protectorat reconnu à la France des chrétiens d'Orient. Il devenait menaçant, et, le 28 avril, communiquait la note aux gouvernements étrangers en ajoutant, ce qui était très grave, que seuls de « très graves motifs d'ordre » l'avaient empêché de rappeler de Paris le nonce pontifical.

Tout d'abord, le gouvernement décida de ne pas tenir compte de la note pontificale, et M. Nisard répondit simplement au cardinal Merry-del-Val qu'« il ne pouvait que repousser au nom de son gouvernement et les considérations développées dans cette note, et la forme sous laquelle elles étaient présentées ». Mais l'*Humanité* publiait bientôt (17 mai), le texte complet de la protestation pontificale avec l'adjonction si blessante pour le gouvernement français. Alors, il fallut agir, et vite. M. Nisard reçut l'ordre de quitter Rome, en ne laissant derrière lui, pour les affaires courantes, que le chancelier de Navenne.

Ainsi l'intransigeance papale avait amené ce qui ressemblait fort à une rupture, et la politique calme et digne du gouvernement fut approuvée par la Chambre française par 427 voix contre 95.

Les événements allaient peut-être plus vite que Combes lui-même ne l'aurait souhaité. Car il n'était pas encore certain que le pays fût mûr pour la Séparation. Sur ces entrefaites, le Pape chercha querelle à Geay et à Le Nordez. Geay, évêque de Laval depuis 1896, était accusé par les réactionnaires de la région d'entretenir des relations coupables avec une carmélite. C'était là, une façon peu honnête d'attaquer un prélat républicain.

L'histoire durait depuis 1899 ; Geay avait été dénoncé par les Jésuites à l'autorité romaine, qui l'avait invité à démissionner. L'évêque avait hésité ; il avait demandé un autre évêché, et Léon XIII avait laissé dormir l'affaire. Mais Pie X la ramena sur le tapis et le 17 mai 1904 accorda à Geay un mois pour donner sa démission.

La mesure pontificale était peu conforme au Concordat. En effet, le gouvernement français, qui avait nommé l'évêque avec le Pape, n'avait pas été consulté. Geay en appela au ministère, qui fit des observations au Vatican. Pour toute réponse, le Saint-Siège intima l'ordre à l'évêque de comparaître dans un délai de quinze jours devant le Saint-Office. De nouveau, Geay fit appel au gouvernement, qui lui interdit de se rendre à Rome, et l'évêque informa le Pape de la décision gouvernementale. Alors, Merry del Val lui signifia de « pourvoir à sa conscience », et de se trouver à Rome le 20 juillet, sous peine de suspension immédiate.

L'affaire Le Nordez vint se greffer sur l'affaire Geay. Comme les cléricaux voulaient sa perte, ils l'accusèrent d'être franc-maçon. C'était contre le malheureux une véritable conspiration; les séminaristes dijonnais s'étant refusés à recevoir l'ordination de ses mains, il reçut l'ordre de cesser les ordinations. Puis on l'appela à Rome le 24 avril. Il s'excusa en prétextant une tournée de confirmation. Mais de nouveaux déboires l'attendaient ; les enfants des catéchismes, bien stylés, se mirent en grève. C'était une persécution à peine déguisée, et l'évêque crut devoir en faire part au gouvernement. Ce fut le même cérémonial qu'avec Geay ; le 9 juillet, ordre de se rendre à Rome; le 22, ordre de « pourvoir à sa conscience », interdiction à l'évêque d'obéir, remontrances au Saint-Siège.

Bref, les prélats devaient se soumettre, et au point de vue strictement catholique, le Pape n'était pas tout à fait dans son tort, Geay et Le Nordez furent brisés. Mais le gouvernement français, qui, fidèle au régime concordataire, avait soutenu les deux évêques, ne pouvait pas reculer. On brusquait les choses, Combes avait la main forcée. Mais il prit le seul parti qu'il y avait à prendre, pour l'honneur des prélats frappés et pour la dignité du peuple français atteinte par cette ingérence étrangère. Il décida « de mettre fin à des relations officielles qui, par la volonté du Saint-Siège, se trouvaient être sans objet ». Le baron de Courcel informa le Pape de la rupture, et le nonce Lorenzelli fut immédiatement rappelé. C'était le commencement de la fin.

La Loi de Séparation.

Toute brusquée qu'elle pût paraître, la rupture allait bientôt se consommer dans des faits plus précis. Tout le monde, en effet, se rendait compte qu'il était ridicule de laisser se prolonger une situation pareille sous un régime républicain. On souhaitait, pour l'une comme pour l'autre partie, la liberté et l'indépendance. On demandait pour la Séparation, maintenant accomplie en fait, la sanction d'une loi équitable qui pût liquider le passé, régler les questions pendantes, et rassurer sur l'avenir.

Cette loi, en réalité, on la réclamait depuis le commencement de la Troisième République (1). On l'avait sans cesse ajournée par crainte ou par routine. On l'a-

(1) Même depuis deux ans, on avait vu surgir de nombreux projets: Dejeante (juin 1902), Ernest Roche (octobre 1902), Francis de Pressensé (avril 1903), Hubbard (mai 1902), Flourens (juin 1903), Réveillaud (juin 1903), Grosjean et Berthoulat (juin 1903), Sénac (janvier 1904). Parmi ces propositions, toutes plus ou moins entachées de préoccupations politiques et de préférences personnelles, il faut surtout retenir celles de Réveillaud et de Pressensé, comme les plus étudiées et les plus intéressantes.

morça enfin en nommant une commission de trente-trois membres pour examiner les propositions relatives à la Séparation. Notons que dix-sept membres seulement se déclarèrent convaincus de la nécessité d'une réforme urgente. Ils choisirent pour président Ferdinand Buisson, et Aristide Briand pour rapporteur.

« Bien convaincu qu'il fallait, pour rendre la Séparation acceptable et pratique : d'une part, ne laisser subsister entre l'Etat et l'Eglise que le moins de rapports possibles ; de l'autre, faire la loi nouvelle aussi libérale que le permettrait l'ordre public ; Briand n'avait pas tardé à présenter à ses collègues une rédaction qui, amendée sur divers points, avait fini par être adoptée et aurait pu être portée à la tribune au lendemain de la rupture survenue entre le gouvernement français et le Vatican (1). »

La plupart des dispositions essentielles de cet avant-projet se trouvent reproduites dans le texte définitif proposé à la Chambre par la Commission sur la Séparation des Eglises et de l'Etat, il n'est cependant pas inutile d'en indiquer les grandes lignes. M. Briand commençait par établir comme principe la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, tout en admettant qu'en certaines circonstances précises, cette liberté pouvait subir des restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public. Ce principe avait pour corollaire la suppression de toute indemnité ou salaire aux différents cultes, non seule-

(1) DEBIDOUR, *L'Eglise catholique et l'Etat en France*, t. II, p. 426.

ment dans le budget de l'Etat, mais encore dans le budget du département ou de la commune.

Venaient ensuite les stipulations de détails. L'ambassade auprès du Vatican était supprimée, le retour des biens de l'Eglise aux associations formées pour l'exercice du culte était réglementé.

Des pensions étaient prévues pour les ministres des cultes se trouvant dans les conditions requises par la loi.

Une distinction était établie entre les édifices religieux construits antérieurement au Concordat, et ceux construits postérieurement : les premiers faisaient retour aux Communes, à charge pour elles de les louer aux associations cultuelles, pour une durée maxima de dix ans ; les seconds étaient dévolus à ces mêmes associations. En même temps le projet Briand définissait dans quelles conditions ces nouvelles associations, soumises d'ailleurs à la loi du 1^{er} juillet 1901, pouvaient s'organiser et se fédérer en unions. Enfin les réunions religieuses et les cérémonies étaient assimilées aux réunions publiques soumises à une déclaration préalable, avec cette réserve qu'une seule déclaration suffisait pour l'ensemble des cérémonies ou assemblées cultuelles permanentes ou périodiques.

La Commission commença ses travaux sur le texte que nous venons de résumer, mais quelques hésitations semblèrent se produire à la fois dans la Chambre et parmi les membres du gouvernement. La Séparation apparaissait encore à beaucoup comme un épouvantail. Bref,

maintenant qu'on était au pied du mur on avait peur de le sauter. Aussi le projet que M. Combes, président du Conseil, crut bon de présenter à la Commission, (10 novembre 1904), n'était guère qu'une proposition bâtarde. Il différait en plusieurs points du projet Briand ; il n'était précédé d'aucune déclaration de principes, il accordait des pensions plus libérales au clergé ; mais à côté de cet avantage, en somme assez minime, il permettait à l'Etat de s'immiscer dans l'administration financière de l'Eglise, grâce au régime de propriété qu'il instituait. Les unions ne pouvaient s'établir que dans les limites des départements, et certains articles trop vagues, notamment l'article 17, susceptibles d'être mal interprétés auraient pu prêter, dans une certaine mesure, à la persécution du clergé. Ce projet souleva de vives résistances au sein de la Commission qui réclama des modifications importantes : on allait peut-être s'entendre quand mal soutenu par une majorité chancelante, M. Combes préféra quitter le pouvoir (19 janvier 1905).

M. Rouvier son successeur, n'était que modérément séparatiste, mais la majorité qui s'était ressaisie paraissait, cette fois, décidée à en finir. Le ministre des Cultes, M. Bienvenu-Martin, déposa alors (9 février), un troisième et dernier projet. C'était un compromis entre les deux précédents. Il différait de l'avant-projet de la Commission en quelques points de détails, comme les pensions, et l'attribution des évêchés, presbytères et séminaires, mais il en retenait les dispositions essentielles ; du projet Combes, il repoussait les stipulations les

plus contestables. Cette fois, la Commission et le gouvernement purent facilement trouver un terrain d'entente, et M. Briand déposa le projet définitif de la Commission le 4 mars.

Sans entrer dans le détail de l'élaboration de la loi, notre effort portera surtout sur les trois points suivants :

1° L'analyse des principaux articles du projet de la Commission, tel qu'il fut présenté et discuté devant le Parlement ;

2° L'exposé des principales objections faites au projet, au cours de la discussion, par les différents groupes politiques; et l'exposé des amendements qu'il lui fallut subir avant de devenir texte définitif;

3° L'appréciation de la loi, telle qu'elle fut votée dans son ensemble par le Parlement.

Le projet de loi présenté par la Commission était, dans son ensemble, très libéral. Il suffira, pour s'en convaincre, d'en examiner sans parti-pris les différents articles. Rapporteur et Commission n'avaient qu'un désir : assurer trois libertés primordiales : liberté de conscience, liberté des cultes et liberté d'association (1).

(1) Ainsi, l'article 28 prévoit la prison et l'amende pour celui qui empêcherait un citoyen d'aller à l'Eglise, ou qui l'y obligerait, « soit en lui faisant craindre de perdre son emploi, ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune. »

De même, l'article 29 constitue une arme efficace et nécessaire contre ceux qui voudraient entraver le libre exercice de n'importe quel culte. C'est en même temps une précaution contre les sectaires qui ne demandaient qu'à voir le culte entravé pour partir en guerre contre la République.

C'est l'idéal qu'exprime l'article premier, ainsi conçu : « La République assure la liberté de conscience ; elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. » Si, dans la pratique, il y a des difficultés à résoudre ou des lacunes à combler, c'est le vœu formel du législateur qu'on y pare dans un sens nettement libéral.

Ainsi, le premier article sanctionne le principe du libre exercice absolu des cultes et rappelle l'article X de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ».

L'article II accomplit nettement la Séparation. « La République, énonce-t-il, ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimés les budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives aux exercices des cultes. » Et le paragraphe 2 du même article le complétait ainsi : « Les établissements publics des cultes seront supprimés sous réserve des dispositions énoncées à l'article III. »

Ainsi que Briand devait l'expliquer au cours de la discussion parlementaire, cet article consacrait la disparition du caractère officiel dont les ministres des Eglises avaient été jusque-là investis, et qui, ajoutait non sans quelque raison le rapporteur, constituait le meil-

leur de leur prestige. C'était la déclaration par l'Etat de sa neutralité absolue en matière ecclésiastique et religieuse, et de sa séparation pure et simple de l'Eglise.

Au titre II, l'article 3 assure le fonctionnement provisoire des établissements supprimés par l'article 2, et prescrit la dévolution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV. C'est ce qu'explique l'article 4. « Dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers appartenant aux menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent, attribués par les représentants légaux de ces établissements aux associations qui se seront légalement formées pour l'exercice du culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements. » Les biens qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse feront retour à l'Etat. S'il n'y a pas d'association apte à les recueillir, ces mêmes biens seront affectés aux œuvres d'assistance ou de prévoyance de la commune. « Les attributions de biens ne pourront être faites par les établissements ecclésiastiques qu'un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 36. »

L'article 5 dispose des biens « grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation étrangère à l'exercice du culte », et il en prescrit l'attribution aux établissements d'utilité publique, avec l'approbation du Préfet.

Le Tribunal civil procède aux attributions que ne feraient pas les établissements ecclésiastiques, et les place sous séquestre en attendant leur dévolution. Il statue aussi au cas où les mêmes biens seraient réclamés par plusieurs associations (art. 6). L'article 7 semble répéter plusieurs dispositions antérieures. Il prescrit que les biens d'une association dissoute devront être attribués par elle à une association analogue du voisinage.

L'article 8 explique formellement que « les attributions prévues par les articles précédents ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor » et l'article 9 prévoit, de façon fort libérale, des pensions pour les vieux ministres des cultes; la moitié du traitement pour ceux qui ont passé vingt ans au service de l'Etat, et pour les autres, une allocation annuelle pendant quatre ans. Les communes ont le droit d'attribuer des pensions dans des conditions analogues, et les pensions sont déclarées « incessibles et insaisissables ».

Le titre III s'occupe des édifices des cultes. L'article 10 déclare que tous les édifices cultuels « antérieurs au Concordat », « sont et demeurent propriétés de l'Etat, des départements ou des communes. » Ils en laisseront pendant deux ans la jouissance gratuite aux associations. Ce délai expiré, ils devront consentir (art. 11); la location des presbytères pour une durée n'excédant pas cinq ans, et la location des cathédrales, églises, etc.; pour une durée n'excédant pas dix ans. « Le loyer ne sera pas supérieur à 10 pour 100 du revenu annuel moyen des établissements supprimés. » Les réparations loca-

tives sont à la charge des établissements, les grosses réparations à la charge des bailleurs.

D'après l'article 12, au bout de sept et de douze ans, l'Etat, les départements et les communes auront la libre disposition des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant. Il est accordé trois ans au ministre des Beaux-Arts pour le classement des monuments artistiques ou historiques (article 15).

Le régime des associations cultuelles fait l'objet du titre IV du projet de loi. Elles « devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants de la loi du 1^{er} juillet 1901 » (art 16). Il faudra au moins sept personnes majeures domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse pour constituer l'association cultuelle. Le même article énumère les sources permises de revenus et admet le versement d'un surplus éventuel par une association à une autre association analogue. Il interdit formellement toute subvention de l'Etat, des départements ou des communes.

L'article 18 permet l'union entre les associations. « Les associations et les unions tiennent un état de leurs recettes et de leurs dépenses ; elles dressent chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de leurs biens ; meubles et immeubles. Le contrôle financier est exercé sur les associations par l'Administration de l'Enregistrement et sur les unions par la Cour des Comptes (art. 19). »

Il est permis aux associations (art. 20), de constituer un fonds de réserve qui ne devra pas dépasser « la

moyenne annuelle des sommes dépensées pendant les cinq derniers exercices pour les frais et l'entretien du culte », et qui devra être placé en valeurs nominatives. Pourront être également déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations, des fonds supplémentaires pour l'achat et la construction « d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association ou de l'union ». L'article 21 édicte les pénalités prévues pour infraction aux articles précédents, et l'article 22 énumère les taxes auxquelles seront soumis les biens et immeubles cultuels.

Le titre V traite de la police des Cultes. Les réunions cultuelles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration préalable, d'ailleurs valable pour une année (article 23); et « il est interdit de tenir des réunions publiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte » (art. 24). Les cérémonies ne peuvent avoir lieu sur la voie publique et « les sonneries de cloches sont réglées par arrêté municipal » (art. 25). L'article 26 interdit d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments ou terrains publics, à l'exception des édifices servant au culte ainsi que des terrains de sépulture privée, et l'article 27 prévoit des pénalités diverses pour les infractions aux dispositions précédentes. Nous avons déjà analysé les articles 28 et 29. L'article 31 édicte des peines sévères pour tout ministre du Culte qui attaquerait, sous couvert de son ministère ecclésiastique, un « citoyen chargé d'un service public ». On prévoit l'emprisonnement pour celui qui exciterait les populations au désordre ou à la révolte

(art. 32). En cas de condamnation, l'association cultuelle est tenue civilement responsable et si « l'immeuble a été loué à l'association par l'Etat, les départements ou les communes, en vertu de la présente loi, la résiliation du bail pourra être demandée par le bailleur » (art. 33).

Le titre VI comprend les dispositions générales. Il est prévu par l'article 34 que « l'article 463 du Code Pénal est applicable à tous les cas dans lesquels la présente loi édicte des pénalités ». L'article 35 confirme les lois de 1901, 1902 et 1904 relatives aux congrégations religieuses ; l'article 36 prévoit un règlement d'administration publique pour assurer le bon fonctionnement de la loi ; et l'article 37 abroge les lois et décrets antérieurs contraires au présent projet.

*
* *

Tel était le projet que la Commission présentait devant la Chambre, et qui devait soulever tant d'objections différentes. Nous laisserons de côté les revendications romaines, naturellement opposées à l'esprit même de la loi, et exprimées dans le Syllabus en termes inadmissibles (1). Mais au sein même de l'Assemblée, le projet de loi devait subir l'assaut furieux des extrêmes de

(1) « L'Eglise est une société vraie et parfaite, pleinement libre: elle jouit de ses droits propres et constants à elle conférés par son divin fondateur. » (*Syllabus*, prop. XIX.) « Elle exerce son autorité sans permission ni assentiment du gouvernement civil. » (*Syllabus*, prop. XX.) Et de Pressensé faisait le jeu du pape quand il disait qu'« imposer la liberté à l'Eglise, c'est encore l'asservir ».

droite et de gauche qui le trouvaient, selon leurs convictions, ou trop libéral, ou pas assez. Après avoir repoussé les manœuvres dilatoires de M. Georges Berry et de l'abbé Gayraud, la Chambre commença la discussion générale le 23 mars.

M. Briand (1), parlant en défenseur du projet, répondit aux objections qui avaient été soulevées. A ceux comme M. Raiberti (2) qui craignaient que l'Eglise après la Séparation ne devînt plus dangereuse pour la République, il répliqua que toutes les libertés dont jouissait la France avaient été conquises en dépit de la résistance acharnée de l'Eglise ; cette hostilité ne pouvait guère augmenter. D'ailleurs, et ceci était pour répondre aux scrupules des républicains modérés, après la Séparation, l'Eglise jouirait d'une liberté confessionnelle qui ne pourrait que lui être profitable. Discutant l'argument de droit (3) qui considérait le traitement des membres du clergé comme une compensation pour les biens nationalisés, M. Briand soutint que le budget des cultes n'avait aucun caractère obligatoire, qu'il n'était pas une reconnaissance d'une dette contractée par la Constituante à l'égard de l'Eglise. Pour lui la Constituante en nationalisant les biens du clergé n'avait fait que reprendre ce qui légitimement appartenait à la nation ; en attribuant un traitement aux membres du clergé la Constituante avait créé un service public et par là « le

(1) *Séance* du 6 avril.

(2) *Séance* du 30 mars.

(3) GROUSSEAU, *Séance* du 27 mars.

traitement des ministres du culte devenait temporaire comme le traitement de tous les autres fonctionnaires de l'Etat ». Il concluait en montrant que les attaques mêmes de l'extrême gauche étaient une preuve du libéralisme du projet. La discussion générale terminée le 6 avril, la Chambre passa alors à la discussion des articles.

L'article premier, qui posait en principe la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, ne pouvait guère soulever d'objections. Mais la bataille commença à l'article 2, qui consacrait la suppression complète du budget des cultes. Delafosse en demanda le maintien, en se basant sur l'exemple de l'Italie, de la Belgique et de la Hollande. Briand n'eut pas de peine à montrer qu'un tel arrangement équivalait à un « Concordat nouveau » (12 avril 1905). « Si toute la force de l'Eglise est dans l'Etat, s'écria-t-il, c'est qu'alors l'Eglise est appelée à disparaître. »

L'amendement fut repoussé, mais il fut représenté sous une forme détournée par Paul Beauregard, qui croyait possible pour l'Etat « d'accorder son concours aux cultes pour assurer leur fonctionnement ». Naturellement vaincu sur ce point, l'interpellateur somma l'Etat de solder son compte avec l'Eglise. Briand répondit que les biens de l'Eglise n'avaient jamais été sa propriété, que « Louis XIV lui-même l'avait affirmé (1) ». Il montra que les pensions accordées aux prêtres seraient supérieures à celles stipulées dans le Concordat ;

(1) *Séance* du 13 avril.

puis il eut à répondre à un amendement de M. Lepelletier, qui se demandait comment les pauvres pourraient accomplir les cérémonies religieuses. La Chambre n'admit en somme que l'amendement libéral de M. Sibille, qui demandait qu'on pût inscrire aux budgets communaux ou départementaux les sommes nécessaires aux services d'aumônerie dans les établissements publics, et qui en fit admettre la possibilité.

L'article 3 souleva la question des inventaires, qui donna lieu à tant de manifestations tapageuses (1). On ajouta en effet au texte primitif une disposition pleinement justifiée, et ainsi conçue : « Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif » des biens des fabriques. M. de Castelnau s'y étant opposé, Briand lui fit justement remarquer qu'il s'agissait là non pas « de biens constituant une propriété complète », mais d'une « propriété d'un caractère très spécial ». D'ailleurs, c'était l'opinion de Deschanel, de Barthou, et de Ribot. Le gouvernement se montrait favorable à l'Eglise, en empêchant que ses biens fussent dilapidés, et Briand eut gain de cause, après avoir réfuté en quelques mots une interpellation inopportune de Lasies sur les aumôniers militaires (2).

(1) Bienvenu-Martin dit justement des inventaires, que ce n'était pas « une mesure vexatoire, mais un acte conservatoire ».

(2) Il lui fallut aussi répondre à des questions prématurées sur les dettes des fabriques, réfuter Allard qui voulait nationaliser tous les biens ecclésiastiques, puis il fallut déjoaer

Mais ce fut l'article 4, (avec l'article 6 devenu l'article 8), qui devait donner lieu aux discussions les plus orageuses. Il traitait en effet de la dévolution des biens ecclésiastiques. M. Allard attaqua une fois de plus le gouvernement en proposant la vente immédiate de ces biens, et le versement du produit à la caisse des retraites ouvrières. La manœuvre électorale était trop utopique pour être prise au sérieux (1). Briand la réfuta avec éloquence. Il montra qu'il y avait une différence entre « le patrimoine des Eglises constitué depuis le Concordat, et celui qui fut nationalisé par la Constituante ». Il exposa la pensée d'Allard et les projets qu'il nourrissait contre la liberté de conscience. Puis la Commission fit un pas de plus dans le sens largement libéral. Elle prescrivit que les représentants légaux des établissements publics du culte devraient attribuer leurs biens aux associations nouvelles qui « se conformeront aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice ».

Dans la séance du 20 avril 1905 Briand montra que la nouvelle disposition n'était pas en contradiction avec

les manœuvres des adversaires qui voulaient faire voter le renvoi de l'article à la Commission. « Comment, dit-il, nous allons laisser à l'Eglise 300 millions de biens au moins, et ses défenseurs émettent la prétention qu'elle n'assume aucune charge!... On viendra nous dire encore: « Il y a des paroisses pauvres qui vont tomber en faillite. En faillite? Alors ce sera la faillite de l'Eglise, messieurs! »

(1) L'amendement fut repoussé par 520 voix contre 51.

son rapport. Jaurès était de son avis (1), mais les anticléricaux irréductibles l'attaquèrent sur ce point avec violence. « Nous nous trouvons, Messieurs », dit le Rapporteur, « en face d'une question délicate qu'il faut absolument trancher selon l'équité, et j'ajouterai selon la loyauté. » Il fit voir que l'intention du gouvernement n'était pas de donner « une prime » au schisme et à l'anarchie, mais de respecter comme des faits établis les constitutions des Eglises déjà existantes. « Nous voulons nous, précisa-t-il, qu'en régime de séparation cette communauté (catholique) puisse évoluer librement. » Ainsi le rapporteur affirma qu'il ne voulait pas tendre de piège à l'Eglise et il dit sur le sujet de la dévolution cette parole définitive : « Ces biens ont été constitués par le culte catholique et pour lui : c'est l'association représentant réellement ce culte qui doit les recevoir. » En vain, on fit observer que la nouvelle clause constituait une contradiction à l'article 2 qui ne reconnaissait aucun culte. Le rapporteur tint bon et le gouvernement l'aida à faire passer cette disposition loyale et franche(2).

Le rapporteur avait eu à répondre, en cours de route,

(1) Répondant aux critiques de l'article 4, Jaurès dit : « La France n'est pas schismatique..., l'œuvre que la Commission nous soumet, œuvre de liberté, œuvre de loyauté, œuvre hardie dans son fond mais qui ne cache aucun piège, qui ne dissimule aucune arrière-pensée est conforme au véritable génie de la France républicaine. » (21 avril.)

(2) C'est aussi au sujet de cet article qu'on discuta la question des tribunaux civils et du droit canonique. M. Briand montra que la nouvelle loi donnait aux prêtres plus de liberté, en ce sens qu'elle lui octroyait le droit « de faire va-

à bien d'autres objections, entre autres à celle de Cruppi qui lui reprochait de faire prévaloir un système « qu'auraient désavoué tous les légistes de la monarchie ». Cependant, les vacances de Pâques arrivèrent et on laissa pour la rentrée la discussion des trois derniers paragraphes de l'article 4 (ou article 4 *bis* et futur article 5 de la loi définitive).

Après la rentrée, le 16 mai 1905, M. Auffray protesta contre le 2^e paragraphe de l'article 4 de la Commission. Il rappela les décrets de l'an XI, de 1806 et de 1810, qui attribuaient aux fabriques les biens ecclésiastiques, et il essaya de montrer que ces biens, désormais propriété de l'Eglise, ne pourraient lui être repris. Briand répondit que l'Etat ayant fait cette dotation à l'Eglise pour assurer un service déterminé, le service cessant, la dotation perdait sa raison d'être.

L'amendement Auffray fut retiré. En acceptant l'amendement de M. Dumont, Briand établit une distinction entre le droit antérieur et le droit postérieur au

loir ses intérêts, même contre un évêque devant la justice civile ».

MM. Leygues et Noulens ayant demandé que le caractère d'établissement d'utilité publique fût conféré à l'association cultuelle », Briand en profita pour préciser sa formule libérale. Il affirma qu'il aimait mieux voir l'Eglise unie qu'agitée par les schismes. La Séparation, c'est la disparition de la religion officielle, c'est la République rendue au sentiment de sa dignité, « mais l'ordre public une fois garanti, il ne faut pas aller au-delà. » Il ne faut pas de loi « braquée sur l'Eglise comme un revolver ». C'est à la suite de cette discussion que le premier paragraphe du projet, devenu l'article 4 de la loi, fut adopté par 374 voix contre 200.

Concordat, et consacra l'œuvre entière de la Révolution. On prit soin aussi de protéger de tout mauvais usage les biens aliénés.

L'article 4 *ter* (futur article 6) fut rédigé par la Commission dans le but de régler la situation des créanciers des établissements ecclésiastiques supprimés. S'il y a des associations cultuelles pour recueillir les biens, ce sont elles qui seront responsables. S'il n'y en a pas, l'Etat recueille les biens. Les adversaires du projet, parmi lesquels M. Ribot, ne manquèrent pas de rappeler les engagements des fabriques, et de demander au Rapporteur jusqu'à quel point l'Etat serait responsable des dettes de l'Eglise. « Si vous les (les associations) encouragez, dit Briand à distraire leurs ressources, c'est vous qui frustrez les créanciers. » Et il fut décidé que les dettes légales seraient payées sur le revenu global des établissements supprimés.

L'article 5 du projet (art. 7 de la loi) ne donna pas lieu à des discussions importantes. Mais elles reparurent lors de la discussion de l'article 6.

Le vote de l'article 4 avait en effet laissé parmi les radicaux des regrets que le temps avait accentués. Peltan, Caillaux et Leygues se réunirent et proposèrent un nouvel article qui devait contrebalancer l'article 4, à leurs yeux trop respectueux de la hiérarchie catholique. Son objet était de préciser les conditions dans lesquelles on attribuerait les biens ecclésiastiques, et donnait au Conseil d'Etat le droit de se prononcer entre les di-

verses associations contestantes, « en tenant compte de toutes les circonstances de fait ».

Briand parla en homme d'Etat. « L'heure n'est-elle pas venu d'en finir avec ce byzantinisme ? » Parlant de l'adoption de l'article 6 (art. 8 de la loi) : « Nous ne l'avons adopté », dit-il « que comme la substitution d'une juridiction à une autre... Il a été bien entendu que l'article 6 n'était pas exclusif de l'article 4, que son but était d'assurer l'indépendance du juge ». A ce moment, il y avait plus de deux cents amendements, et le rapporteur s'éleva contre ces surenchères ; une fois de plus il affirma que la loi devait être libérale. « Ceux qui vous disent que la Séparation doit être une gifle sur la face de l'Eglise vous donnent un mauvais conseil. » Ainsi fut voté l'article 6, qui eût pu soulever des litiges sans nombre, mais qui resta lettre morte devant la décision du Pape de ne pas reconnaître les associations cultuelles, et qui en tout cas semblait contraire au désir de Briand de mêler l'Etat le moins possible aux affaires de l'Eglise (1).

(1) Leygues expliquait ainsi son amendement : « Nous avons voulu ne pas subordonner étroitement la justice française à la justice ecclésiastique », Ribot n'était pas en faveur du vote. « Voulons-nous détruire aujourd'hui complètement », dit-il, « ce que nous avons fait il y a un mois ? » Et Jaurès expliquait que les catholiques s'étaient trop réjouis de l'article 4 (que le comte de Mun qualifiait de coup de pic donné à la Séparation) et qu'ils avaient ainsi poussé la gauche à des représailles.

En dépit de l'injuste proposition Allard (1), des amendements Ollivier et de l'amendement Maure, qui erraient en sens contraire, l'article 9 sur les pensions ecclésiastiques ne donna pas lieu à des discussions prolongées. On adopta seulement l'amendement Le Roy, qui apportait au texte primitif quelques modifications dans un sens plus libéral. Mais Briand tint à montrer que la pension était faite à l'individu et non pas aux fonctions ecclésiastiques, et quoique absolument équitable, la solution intervenue ne lésait en rien les droits de l'Etat.

Quand on passa au titre III et aux articles 10 à 14, qui disposaient des édifices du culte, les séances devinrent plus agitées. La Constituante avait remis à l'Etat les églises métropolitaines, cathédrales, palais épiscopaux et séminaires ; la Législative remit les églises paroissiales et les presbytères aux municipalités. Et ce principe a été confirmé par le Conseil d'Etat. Briand ne fut pas d'avis que l'Etat pût s'en départir, et donner les édifices aux associations, en se faisant ainsi tort à lui-même, et en dépouillant sans raison les communes. M. Flandin proposa alors de concéder les Eglises aux associations cultuelles pour une durée de neuf ans

(1) Allard, Vaillant et Dejeante voulaient supprimer les pensions qu'ils trouvaient « considérables si on les compare à celles dont bénéficient les instituteurs qui, après 40 ou 45 années de service — utiles ceux-là — n'obtiennent que des pensions qui n'atteignent pas souvent le chiffre de 600 fr ». C'est M. Allard qui, le 13 juin, se plaignait que « jamais la Commission n'eût adopté l'une quelconque de ses propositions ».

moyennant un bail annuel d'un franc. En dépit de la résistance de M. Briand qui affirma n'avoir été guidé par aucune arrière-pensée d'hostilité contre l'Eglise, et qui ajouta qu'il ne désirait pas changer l'affectation des lieux du culte, l'amendement Flandin fut cependant pris en considération et il en résulta une modification, dans un sens encore plus libéral, des articles en cause. C'est ainsi qu'en laissant les charges de toute nature à la charge des associations, le texte définitif accorde gratuitement aux associations l'usage des édifices servant à l'exercice public du culte ainsi que les objets mobiliers les garnissant (1).

Sous le titre IV, les articles 16 à 19 relatifs aux associations cultuelles donnèrent lieu à beaucoup d'objections. En dépit de l'intervention de M. Ribot, partisan du texte primitif, le chiffre minimum de 7 membres ne fut maintenu que pour les communes de moins de 1.000 habitants, porté à 15, pour les communes de 1.000 à 20.000, et à 25, pour les communes plus importantes. C'était, semblait-il, une aggravation de la loi, bien légère, comme Briand l'explique, étant donné que les femmes sont admises dans les associations. Mais il lui fallut combattre une proposition de MM. Rudelle et Dèche qui soutenaient, non sans raison, que les associations pouvaient être admises à recevoir des rétributions pour l'entretien du culte et pour ses ministres,

(1) Comme preuve de la libéralité de la Chambre, le vote qui laissa aux associations la jouissance gratuite des églises fut adopté par 526 voix contre 38 seulement.

même par fondation. En revanche il y eut au sujet des associations cultuelles diverses concessions faites à l'Eglise : le domicile dans la commune ne fut pas exigé des associés ; de plus, la réserve des associations pouvait atteindre une somme égale à trois et même six fois leurs dépenses annuelles.

Il faut examiner ici le principe de l'association cultuelle, qui motiva le rejet de la loi par le Pape, et les objections que soulevèrent contre lui ses adversaires. Gailhard-Bancel accusa Briand de « vouloir ignorer la hiérarchie de l'Eglise. Les évêques, les prêtres, dit-il, n'existent pas pour vous. Par votre loi, vous ne permettez pas à l'Eglise de s'organiser suivant sa hiérarchie. » C'était aussi l'objection de M. Lerolle qui s'écriait en précisant un peu : « Vous organisez en dehors de l'Eglise, sans entente avec elle, de votre propre autorité, des associations absolument laïques, complètement en dehors de l'autorité ecclésiastique... Vous ne voulez pas savoir qu'il y a un évêque dans le diocèse, qu'il y a une autorité sur cette association. Ce seul fait condamne votre loi et la rendra inacceptable (1). »

A ces objections on a répondu une fois pour toutes que les cultuelles n'ont rien à voir avec la foi. Buisson l'expliquait à l'abbé Gayraud quand il disait : « Il ne s'agit ni de doctrine, ni de discipline ; il s'agit des biens matériels à gérer. Quand on nous dit : Mais ne vous mêlez pas de cela ! cela ne vous regarde pas ! on abuse singulièrement des mots. Comment, cela ne regarde pas

(1) *Séance* du 3 avril.

l'Etat de savoir à qui il va remettre les biens dont il a jusqu'ici la garde et la surveillance ? des biens publics ! On parle de ces biens comme s'ils étaient à la pleine, unique et entière disposition du clergé. Mais il n'en est rien. (1) »

Et pour ce qui est de la composition des associations, à supposer même, comme l'avouait sincèrement le rapporteur, que l'Eglise ne soit pas assurée de la majorité dans les petites agglomérations, il restait l'association diocésaine, qui, elle, pouvait être essentiellement ecclésiastique. « La loi, disait-il, ne prévoit pas seulement le culte fonctionnant dans la paroisse, elle prévoit aussi le culte organisé dans le diocèse... Vous pouvez constituer vos associations comme vous l'entendrez, en toute indépendance, et vous pouvez n'y appeler que des clercs, à l'exclusion de tout laïc. » C'étaient là des avantages que ne pouvaient ignorer que des gens de parti pris. Et quand on lui parlait de la constitution divine de l'Eglise, Briand avait le droit de s'étonner qu'elle s'accommodât fort bien du caporalisme prussien, alors qu'elle ne pouvait s'arranger, disait-on, du libéralisme français.

Il est vrai que l'article 18, qui permettait l'union entre les associations, déplut fort à MM. Allard et Vaillant, qui s'élevèrent contre le droit de se fédérer. Briand leur répondit éloquemment : « Une loi qui se proposerait un tel but ne pourrait être qu'une loi de persécution et de tyrannie. » Et finement il ajoutait : « D'abord, il est puéril de refuser à des adversaires ce qu'ils sont en mesure

(1) *Séance* du 15 juin.

de prendre... Une fois pour toutes, décidez-vous donc à faire les choses très largement... » C'est ce qu'on fit en transformant l'article 21 qui prévoyait l'emprisonnement des directeurs qui auraient contrevenu aux dispositions précédentes. L'amendement Rudelle supprima l'emprisonnement, même en cas de récidive. Si l'on ajoute que l'article 18 du projet qui permettait aux associations riches d'aider les associations pauvres, fut voté intégralement, nous nous trouvons en face d'un groupe de dispositions extrêmement libérales.

Quand on en vint à la police des cultes, on adopta l'article 23 qui déclare publiques les réunions pour la célébration d'un culte. Cela était nécessaire pour assurer l'application du principe inscrit dans la loi ; on ne retenait de la loi de 1881 que la déclaration limitée à la désignation du local, sans qu'aucune autorisation fût d'ailleurs nécessaire, et cela était une innovation dans la législation française (1).

M. Chabert proposa un article tendant à interdire le port de l'habit ecclésiastique en dehors des cérémonies cultuelles. Le rapporteur lui montra spirituellement que, si l'on supprimait la soutane, « l'ingéniosité combinée des prêtres et des tailleurs » aurait tôt fait de la remplacer. Plus importante fut l'interpellation Grousseau sur les processions publiques. Ce député s'élevait non sans raison contre une loi qui voulait régler une fois pour

(1) L'article 24 défend les cultes en ce sens qu'il « interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte ».

toutes les questions municipales. Encore une fois, la Chambre fit preuve de libéralisme en adoptant l'ancien amendement Noulens, soutenu par Ribot, qui confia à l'autorité municipale le soin de régler les processions, cérémonies et autres manifestations. Non sans illogisme, M. Ollivier vint alors protester contre la décision qui laissait entre les mains des municipalités la réglementation des sonneries de cloches. Briand demanda à la Chambre d'être logique, et elle adopta la clause, en question, légèrement modifiée par un amendement de M. Le Roy.

Puis M. Aynard vint demander la suppression de l'article 26, qui réglementait l'usage des emblèmes religieux. « Il s'agit d'emblèmes, » dit Briand, « de signes extérieurs ayant un caractère spécial, c'est-à-dire destinés à honorer et symboliser une religion. » « La rue, la place publique sont à tous. » C'est un des articles, il faut bien le reconnaître, (et Briand le savait lui-même) qui prête le plus aux objections en ce sens qu'il est nettement dirigé contre l'idée chrétienne. On peut en dire autant de la clause inscrite au même article sur les croix dans les cimetières. « Le cimetière doit rester, au point de vue confessionnel, strictement neutre... Nous ne voulons pas qu'on se batte à coups d'emblèmes dans les cimetières. » L'amendement Lefas, qui autorisait les emblèmes religieux dans les cimetières fut repoussé, mais M. Auffray réussit à faire supprimer l'adjectif « privée » accolée au mot sépulture dans le texte primitif.

L'article 31 du projet (34 de la loi) fut attaqué par M. de

Castelnau, qui, en demanda simplement la suppression. Les pénalités qu'il édicte semblent en effet plutôt sévères et Briand fut forcé d'admettre qu'il constituait une dérogation au droit commun. Mais il s'excusa en disant que les ecclésiastiques allaient jouir d'une situation spéciale, et qu'à cette situation spéciale, il fallait un régime spécial. « Vous ne pouvez pas assimiler », dit-il, « le cas d'un orateur parlant en réunion publique devant des citoyens avertis, avec le cas du ministre du culte parlant devant un public de fidèles, courbés sous sa parole, qu'ils n'ont jamais discutée (1). » Ribot sur ce point resta d'accord avec le gouvernement. Mais il demanda pourquoi les prêtres seraient déférés au tribunal correctionnel, alors que les diffamations sont d'habitude soumises au jury. « Si nous avions un jury démocratique », répondit Briand, « composé de tous les citoyens éligibles, nous ne vous aurions pas proposé l'article 31 (2) ».

D'après l'article 40 de la loi, les prêtres restaient huit années « à partir de la promulgation de la loi, inéligibles au conseil municipal », dans la circonscription où ils exerçaient leur ministère. M. Albert Le Roy ayant voulu leur imposer une inégalité absolue et définitive, Briand répondit que les prêtres devraient être traités, sous ce régime, « comme tous les autres citoyens. »

(1) *Séance* du 29 juin.

(2) « Les gouvernements les plus catholiques ont toujours dû prendre des précautions contre l'abus de la parole en chaire. Noter surtout la Déclaration royale de 1595. » M. Bienvenu-Martin défendait l'article 31.

La proposition de M. Gérault-Richard, demandant que des noms laïques fussent donnés aux quatre fêtes concordataires, fut facilement repoussée et l'article 44 — le dernier — abrogea « toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes, antérieurement reconnus par l'Etat ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi », et notamment le Concordat.

C'est alors que les adversaires de la loi, évidemment vaincus, essayèrent d'ajourner au moins le vote définitif de la Séparation. M. Raiberti, leur porte-parole affirma qu'il fallait consulter la France avant de s'engager dans une voie si hardie, et il demanda à la Chambre d'attendre, pour se prononcer, le résultat des élections alors prochaines. La Chambre n'admit pas cette demande et à la date du 3 juillet 1905 elle vota par 341 voix contre 233 l'ensemble du projet de loi.

*
**

La loi votée par la Chambre fut apportée au Sénat dès le lendemain et examinée par une Commission qui avait M. Vallé pour président et M. Lecomte pour rapporteur. Elle vint à l'ordre du jour le 9 novembre. Peu d'arguments nouveaux furent présentés, quelques-uns cependant méritent d'arrêter l'attention. Avant d'aborder la discussion générale, le Sénat eut à s'occuper de quatre motions préjudicielles dont nous ne retiendrons que la plus importante. M. Ponthier de Chamailard

soutint que le Concordat étant un contrat synallagmatique, qui devait être régulièrement dénoncé ou résilié à l'amiable, le Sénat ne pouvait valablement délibérer sur la loi qui lui était soumise. M. Lecomte fit remarquer que jamais le Vatican ne s'était reconnu comme lié, puisqu'il avait à plusieurs reprises dénoncé les articles organiques. De plus, le Vatican ayant manifestement violé le Contrat, le gouvernement pouvait le considérer comme résilié de plein droit. Cette motion comme les trois autres ayant été repoussée, le Sénat attaqua la discussion générale, qui dura six séances, du 10 au 18 novembre.

L'opposition vint surtout de la droite : certains comme M. Las Cases (1), prétendaient que la loi plaçait l'Eglise hors du droit commun ; d'autres, comme M. Halgan (2), étaient encore plus effrayés par le règlement d'administration prévu par la loi, que par la loi elle-même ; M. de Lamarzelle (3), enfin, prétendait que la France violait un engagement sacré et qu'elle ne pouvait disposer des biens du clergé, qu'en pourvoyant aux frais du culte. Des progressistes, MM. Gourju et Dupuy (4), considéraient le projet comme une œuvre qui compromettait la sécurité de la République. Les républicains, au contraire, faisaient valoir que la loi allait ouvrir une ère de véritable liberté ; MM. Monis (5)

(1) *Séance* du 13 novembre.

(2) *Séance* du 14 novembre.

(3) *Séance* du 16 novembre.

(4) *Séance* du 10 novembre.

(5) *Séance* du 13 novembre.

et Boudenoot (1), que de la Séparation résulterait non pas un danger pour la République, mais un élément de force, une augmentation de liberté qui rehausserait la dignité de la vie humaine.

M. Vallé, président de la Commission, fit ressortir la nécessité de voter la loi sans consulter de nouveau les électeurs (2), et le rapporteur, M. Lecomte, répondit à ceux qui avaient cité Gambetta, Paul Bert et Waldeck-Rousseau, que le Sénat ne devait consulter que les nécessités présentes. A ceux qui voulaient maintenir le budget des cultes comme étant une « dette sacrée » ; il demanda quel était le budget dont ils parlaient ; celui de 1804, qui n'était que de 4 millions ou celui de 1905, qui s'élevait à 42 (3).

M. Bienvenu-Martin (4) demanda aux républicains de voter le projet « seule issue aux difficultés présentes, et en même temps, seule solution conforme aux traditions et aux intérêts du parti républicain » ; selon lui, la Séparation en même temps qu'elle donnerait aux Eglises leur liberté, restituerait à l'Etat sa souveraineté. Le Sénat vota urgence le 18 novembre, et passa à la discussion des articles le 20.

Là, on se servit à peu près des mêmes arguments qu'à la Chambre, aussi n'entrerons-nous pas dans une ana-

(1) *Séance* du 14 novembre.

(2) *Séance* du 14 novembre.

(3) *Séance* du 17 novembre.

(4) *Séance* du 18 novembre.

lyse détaillée des débats. Quelques articles cependant soulevèrent des discussions intéressantes.

Nous ne rapporterons pas le discours de M. de Lamazelle (1), qui, à propos de l'article 2 voulait maintenir le budget des cultes comme service d'Etat. M. Vallé lui fit très justement observer que l'examen de l'histoire de France depuis 1789 montrait nettement que les prêtres avaient été toujours considérés, au point de vue légal, comme des fonctionnaires chargés d'un service public. L'Etat supprimant ce service avait le droit absolu de supprimer le traitement.

L'article 3 ne rencontra pas les mêmes difficultés qu'à la Chambre. M. Guillier (2) traita même l'inventaire de « mesure conservatoire ».

Les discussions les plus sérieuses s'élevèrent à propos des articles 4, 7 et 8. M. Brager de la Ville-Moysan déclara que les catholiques qui, d'abord s'étaient montrés satisfaits de l'article 4 craignaient maintenant que l'article 8 n'en diminuât la portée. M. Bienvenu-Martin se contenta de montrer que ce dernier article n'était qu'un complément du premier, et ne faisait que préciser les conditions de la dévolution des biens ecclésiastiques. Les critiques les plus sévères furent portées par M. Clémenceau (3) et d'un point de vue très différent. Alors que les conservateurs donnaient leur approbation à l'ar-

(1) *Séance* du 20 novembre.

(2) *Séance* du 22 novembre.

(3) *Séance* du 23 novembre.

ticle 4, M. Clémenceau lui reprochait de mettre les associations cultuelles dans la main des évêques. C'était, à ses yeux, un grand péril de garantir une sorte de privilège à l'autorité de Rome; c'était consacrer une orthodoxie; en un mot, maintenir l'autorité concordataire en prétendant effectuer la Séparation. C'était, même, pour lui, une atteinte à la liberté des catholiques, puisqu'ils étaient ainsi forcés par une loi française d'accepter dans son intégrité la discipline romaine.

L'objection était forte, et M. Lecomte, rapporteur de la Commission, dut se borner à faire observer, que l'article 4 était un compromis honorable, et que, d'ailleurs, il ne prétendait pas régler une question de conscience, mais une question de fait et de propriété.

Les mêmes discussions se renouvelèrent à propos de l'article 8. M. Gourju en demanda la suppression pure et simple. Les adversaires du projet craignaient évidemment de voir se créer des associations schismatiques. Aussi M. Dominique Delahaye proposa-t-il un amendement, qui détruisait en réalité toute l'efficacité de l'article et rendait aux évêques un pouvoir absolu dans l'attribution des biens aux associations cultuelles. M. Bienvenu-Martin s'efforça de calmer ces craintes en déclarant très loyalement qu'« il restait entendu que le Conseil d'Etat jugerait en tenant compte des règles d'organisation du culte (1) ».

Dans la séance du 25 novembre, on avait adopté l'ar-

(1) Séance du 27 novembre.

ticle 7 auquel on n'avait pas proposé moins de neuf amendements. MM. Lecomte et Bienvenu-Martin répondirent pour défendre la rédaction intégrale de cet article, soutenant que l'attribution des biens appartenant aux établissements d'enseignement ne pouvait faire question, puisque la mission de l'Eglise était d'assurer le culte et non de donner l'enseignement. Quant aux fondations charitables, il fallait avant tout ne pas spolier les pauvres. La discussion des autres articles eut beaucoup moins d'ampleur. Contre M. de Lamarzelle, qui voyait dans l'article 26 une atteinte à la liberté des communes, M. Vallé défendit le droit des citoyens; ce serait lui porter une atteinte, dit-il, que de concéder à une religion le droit exclusif de placer des emblèmes sur un emplacement public.

Les débats sur les articles se terminèrent le 5 décembre. Avant de voter sur l'ensemble du projet plusieurs orateurs prirent la parole : M. de Lamarzelle pour constater que ses efforts et ceux de ses amis avaient été stériles et que le Sénat avait adopté sans y changer une virgule le projet voté par la Chambre ; M. Méline pour déclarer qu'il ne reconnaissait pas au Sénat le droit de voter la loi alors qu'il n'en avait pas reçu le mandat spécial. M. Boudenoot, au contraire, se félicita du résultat obtenu, et M. Combes conclut le débat en prenant la parole au nom de la gauche démocratique. Lui et ses amis, dit-il, voteraient le projet sans modification pour mettre fin à la situation officielle des cultes reconnus, et aussi parce qu'il considérerait la loi en dépit de ses imperfec-

tions « comme une loi de liberté, d'affranchissement moral et de paix sociale (1) ».

Enfin, la loi fut votée le 6 décembre par 181 voix contre 102 et promulguée au *Journal Officiel*, le 9 décembre 1905.

En dépit de toutes les attaques dont elle avait été l'objet, c'était une loi vraiment libérale. Elle profitait à la fois à l'Eglise et à l'Etat et s'efforçait de maintenir la balance égale entre les deux partis ; l'on peut vraiment dire qu'il semblait n'y avoir ni vainqueurs, ni vaincus ; l'Eglise n'était ni spoliée, ni persécutée, et sortait même de la lutte avec plus de liberté qu'elle n'en avait auparavant.

Loin de confisquer les biens du clergé ou de les nationaliser, renouvelant ainsi, l'œuvre de la Constituante, la loi conservait aux Eglises la propriété des églises, et réglait en détail les conditions de la dévolution des biens ecclésiastiques en permettant les associations cultuelles. Des pensions étaient même accordées ou continuées après la Séparation aux membres du clergé qui se trouvaient dans les conditions voulues : dérogation au droit commun et traitement de faveur, puisque ces prêtres n'avaient pas eu à subir la retenue à laquelle sont soumis les fonctionnaires français.

Pour éviter tout changement trop brusque, et surtout toute interruption du culte qui aurait fait crier à la persécution, la loi laissait les églises ouvertes et continuait la propriété des biens ecclésiastiques aux fabriques en

(1) *Séance* du 6 décembre.

attendant la formation des cultuelles régulières. On peut remarquer que par ses dispositions la loi remettait ces propriétés non seulement aux Eglises, mais en bien des occasions aux prêtres eux-mêmes. Si dans les petites communes le curé devait par la force des choses s'adjoindre des laïques, rien n'empêchait les prêtres de s'unir en associations régulières dans les grandes villes, et continuer ainsi la gérance des biens religieux en dehors de toute intervention laïque. Bien plus, le législateur prévoyant que certaines associations pourraient n'être pas assez riches pour subvenir aux frais des cultes, autorisait les unions ou fédérations d'associations, permettant ainsi aux plus riches d'aider les plus pauvres ; sans que rien dans la loi vint restreindre en quoi que ce soit ce droit d'union. On ne pouvait donc, sous peine d'injustice flagrante, accuser la loi de fermer les églises, et d'être hostile au culte, puisqu'elle aidait le culte à s'organiser. Enfin, on peut dire même qu'en un certain sens l'Eglise était libérée et affranchie. Dorénavant les nominations ecclésiastiques aussi bien pour les simples curés que pour les évêques dépendaient entièrement des autorités de l'Eglise. Les évêques et prêtres soumis, sous le Concordat, à certaines démarches, ou certaines formalités à l'égard des autorités civiles reprenaient leur entière indépendance ; en d'autres termes, ils cessaient d'être des fonctionnaires pour jouir de la liberté d'action des simples citoyens.

D'une façon générale, l'Eglise sur laquelle Napoléon avait voulu exercer un contrôle, en établissant le Con-

cordat, rentrait simplement dans le droit commun ; si la loi contenait quelques dérogations au principe du droit commun, ces dérogations étaient aussi souvent favorables que contraires à l'intérêt de l'Eglise.

Les avantages que l'Etat retirait de la nouvelle loi étaient également importants. Comme avantage pécuniaire, on pouvait noter tout d'abord la suppression du budget des cultes qui atteignait et qui, à plusieurs reprises avait dépassé 45 millions: cet avantage se trouvait diminué du fait que l'Etat continuait à servir des pensions ecclésiastiques. Mais le gouvernement n'avait pas poursuivi la Séparation en vue d'un profit matériel, il y avait vu surtout un moyen d'introduire plus de libéralisme dans l'Etat. En cessant de reconnaître un certain nombre de cultes, trois dans la pratique, la loi établissait l'égalité et la liberté de tous les cultes, elle rendait ainsi la liberté de conscience encore plus grande qu'elle n'était auparavant ; et conservait à l'Etat la neutralité qui lui convenait ; en même temps, elle garantissait le libre exercice des cultes se montrant ainsi plus libérale que Rome qui, toujours, a condamné le libre exercice des autres religions. C'était un profit moral des plus importants pour une démocratie qui cherche à s'inspirer d'un esprit vraiment laïque.

Surtout, et pour l'Etat c'était là le point le plus important peut-être, la défaite du romanisme se trouvait consacrée. Le Concordat avait établi une cotte mal taillée entre l'Eglise et l'Etat ; les évêques et curés se trouvant à la fois soumis à l'autorité de l'Etat comme fonc-

tionnaires, et à l'autorité de Rome comme membres du clergé. Il y avait là une source inépuisable de malentendus, de tiraillements qui n'avaient pas manqué de se produire et dont Rome avait toujours cherché à profiter pour s'ingérer dans les affaires politiques du pays. Sans toucher en rien à la discipline intérieure de l'Eglise, la loi nouvelle rendait impossible l'intervention de Rome dans les questions intérieures de la France.

La loi se trouvait être d'autant plus libérale, et ménageait d'autant mieux les intérêts des deux partis, qu'elle n'était pas le résultat de la conception *à priori* d'un seul homme. Plusieurs années s'étaient écoulées avant qu'elle fût au point et prête à appliquer. Elle avait été longuement discutée et plusieurs fois amendée ; on peut dire, en somme, qu'elle était le produit de la collaboration de plusieurs partis ; puisqu'elle avait été élaborée par des commissions où tous les partis étaient représentés ; votée par des radicaux elle avait été souvent améliorée par des amis de l'Eglise.

Deux écueils pour elle étaient à craindre : le sectarisme et le libéralisme outrancier ; elle y échappait avec succès. Elle ne supprimait que des privilèges et donnait place à des libertés. Rendue inévitable par les empiètements successifs de l'Eglise, elle couronnait, comme disait M. Buisson, « l'œuvre de sécularisation, c'est-à-dire d'indépendance spirituelle que la science, les lettres et l'école accomplissent depuis des siècles », elle laissait l'Eglise libre dans l'Etat souverain.

L'application de la loi de Séparation.

La loi ayant été votée sans amendement par la majorité républicaine du Sénat, il ne restait plus qu'à l'appliquer. Le clergé avait prédit bien des catastrophes pour ce moment critique. La nation française n'y crut pas, et elle eut raison.

Seules, les autorités ecclésiastiques s'émurent. Leurs objections tirées du droit profane ont déjà été exposées et réfutées ; leurs objections canoniques ne valaient guère mieux. Elles assuraient que la loi nouvelle menaçait la souveraineté ecclésiastique et compromettait l'organisation romaine en donnant trop d'importance à l'élément laïque. Mais le Saint-Siège n'ignorait évidemment pas les précédents qui avaient si souvent donné tort à ces prétentions d'un autre âge. En Prusse, comme on l'a déjà vu, l'évêque est soumis au préfet, qui en profite pour l'asservir ; aux Etats-Unis, les biens ecclésiastiques sont administrés par un nombre déterminé de trustees ; dans la plupart des cantons suisses, les curés catholiques sont élus par l'électorat catholique. Déjà, au cinquième siècle de notre ère, les clercs reconnaissaient avoir plus d'influence sur des fidèles qui les avaient eux-

mêmes mis au pouvoir. Les juristes romains avaient beau se lamenter ; c'est en vain qu'ils voyaient dans l'immixtion des laïques des machinations de Satan ; au moyen âge et au xvi^e siècle, il fallut admettre l'ingérence laïque en Espagne, en Italie, en Frise et en Transylvanie. Bien mieux, en 1908, le Pape allait autoriser les catholiques français domiciliés en Russie à organiser l'association cultuelle qu'il refusait aux catholiques de France. En effet, l'Eglise Saint-Louis de Moscou administre ses biens par l'entremise de syndics qui sont élus au scrutin secret et à la majorité des voix par et parmi les paroissiens, qui élisent également le curé et ses vicaires (1). Mais le mot d'ordre venu d'un Pape mal renseigné sur l'état d'esprit français commandait à l'Eglise la désobéissance à une loi laïque dont le Vatican ne voulait même pas étudier la teneur. Beaucoup d'évêques, beaucoup de croyants et de curés s'en seraient bien accommodés. Mais le Pape mal inspiré par des gens qui avaient surtout des soucis politiques, observa une ligne de conduite hésitante et souvent contradictoire.

Pie X condamna les associations cultuelles, qui pourtant étaient si libéralement conçues, dans l'Encyclique « *Vehementer* » du 11 février 1906. Il y soutenait l'idée moyenâgeuse que l'Eglise est une société « inégale... comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau, ceux qui occupent un rang et la multi-

(1) *Les Textes de la Politique française en matière ecclésiastique*, p. 176-179.

tude », qui n'a pas de droits. Consultés sur la possibilité d'accepter les associations cultuelles, telles qu'elles sont déterminées par la loi de Séparation, sans porter atteinte à la constitution divine de l'Eglise, les évêques de France avaient répondu négativement. Mais quand on leur demanda s'il était possible de former des associations à la fois compatibles avec les droits de l'Eglise et les exigences de l'Etat, ils répondirent oui par 48 voix contre 26 (1). Enfin, quand on fit distribuer les statuts élaborés par l'archevêque de Besançon, et qui étaient à la fois canoniques et légaux, la majorité s'augmenta de 16 voix (2). C'était un échec à l'Encyclique, qui déplut fort à Montagnini, l'agent papal, et aux autres intransigeants (3).

(1) Le 26 mars 1906, quelques membres de l'Institut avaient publié une lettre dite des « Cardinaux Verts », où ils essayaient de démontrer aux évêques la possibilité de s'accommoder des dispositions nouvelles, mais où ils se promettaient en même temps de « ne négliger aucun moyen légal de faire abroger ou modifier » la loi de Séparation.

(2) M. P. Sabatier a dit de ce vote, que: « Le grand fait qui domine toute cette crise, c'est que nos soixante-quatorze évêques réunis le 30 mai 1906 en assemblée plénière accueillirent par 56 voix contre 18, le projet de Mgr Fulbert Petit, archevêque de Besançon, projet qui permettait de se soumettre à la loi; et que le pape Pie X ne tint aucun compte de ce vœu. » (*Les Modernistes*, p. 8.)

(3) Montagnini, dont les fiches sont de lecture si instructive et si amusante. C'est lui qui dénonçait ce langage modéré de Fuzet, archevêque de Rouen, « langage que l'on trouve plutôt dans la bouche de Jaurès ou d'un ennemi de l'Eglise », simplement parce qu'il recommandait à ses prêtres de « ne pas se mêler aux luttes électorales ».

D'ailleurs, les élections, machinées par Piou, avaient mal tourné. « Conformément aux vœux de M. Flourens et contrairement aux vœux des évêques (1) », l'Encyclique « Gravissimo » condamna les associations culturelles. « Nous décrétons », disait-elle, « qu'elles (les associations) ne peuvent absolument pas être formées sans violer les droits sacrés qui tiennent à la vie elle-même de l'Eglise. » Elle appuyait surtout sur « les droits immuables du Pontife romain », elle traitait la loi de loi d' « oppression » et ne laissait aux Français, pour les encourager à la résistance, que l'arme vaine de la bénédiction pontificale.

Mais les vagues récriminations du Pape n'empêchèrent pas la formation d'associations dans toute la France. Beaucoup, il est vrai, étaient l'œuvre d'athées qui auraient bien voulu, en s'emparant des culturelles, s'introduire, sans coup férir, dans le camp ennemi ; la loi les visait, elles ne pouvaient pas nuire. Mais ces essais déloyaux firent du tort aux efforts sincères de beaucoup de paroisses pour s'organiser selon la loi nouvelle. « La pacification, dit Mater, a beaucoup souffert par l'ignorance et la maladresse de plusieurs laïques (2). » C'étaient là des parodies d'associations, qui ne constituaient pas une application loyale de la loi. Le Pape, tenu dans l'ignorance, devait nécessairement s'en offus-

(1) MATER, *La Politique religieuse de la République française*, p. 214.

(2) MATER, *La Politique religieuse de la République française*, p. 227.

quer ; et il s'en offusqua. Et il ne fit pas attention à la lettre si digne des catholiques (1) français, publiée le 2 septembre 1906, par *le Temps*, qui lui démontrait avec tant de clarté les dangers où son intransigeance allait jeter l'Eglise française, et qui le priait éloquemment de les conjurer, alors qu'il en était temps encore.

Les événements se pressaient. « Le délai pour l'acceptation des cultuelles expirait le 11 décembre 1906. » Et les inventaires n'étaient pas finis. On les avait commencés en février 1906, au milieu de résistances politiques bien plus que juridiques. En effet, observe justement Mater, « l'Eglise, qui se disait volée, avait intérêt à laisser faire la liste des biens volés, et quand elle résistait aux inventaires, elle semblait repousser la preuve du vol. » Les paysans vendéens et pyrénéens se livrèrent avec le plus grand entrain aux manifestations anti-inventoriales. On a raconté mainte anecdote piquante sur la façon dont les prêtres résistèrent aux agents du fisc, et qui serait risible, si elle n'était au fond si triste. Quoi qu'il en soit, le délai prévu par la loi se passa sans que les cultuelles fussent reconnues. Alors, ce fut la fin de l'Eglise de France, les « évêques quittèrent leurs palais, et les séminaristes, les séminaires ».

(1) La lettre est d'une haute portée philosophique, et montre la démocratie se détachant de plus en plus d'un « culte célébré dans une langue morte », l'ouvrier s'exaspérant à la vue de la soutane, les « brèches ouvertes, béantes, aux remparts de la Cité Sainte ».

Pris au dépourvu, les évêques demandèrent des instructions au Pape qui sembla pour un moment enclin à la conciliation. Il permettait aux curés de louer les édifices cultuels aux autorités communales ou départementales, il enjoignait au curé « de continuer à exercer le culte, malgré l'existence d'une association cultuelle dans sa paroisse ». Mais on avait compté sans les conseillers ultramontains de Pie X, qui le poussèrent encore une fois à l'intransigeance. Se déjugant tout à coup de ses premières promesses, il ordonna de ne pas faire « pour les réunions du culte, même une seule déclaration, ces réunions ne pouvant être assimilées aux réunions publiques ». Cela se passait le 16 décembre, Le même jour, le gouvernement déposa un nouveau projet de loi destiné à faire face aux difficultés nouvelles.

« Je tiens à rassurer tout de suite la Chambre », dit Briand, sur les intentions et sur la politique du gouvernement. La loi a été repoussée contre l'opinion française, contre les intentions du clergé lui-même dans sa presque unanimité (1). » Le nouveau projet devint la loi du 2 janvier 1907, concernant l'exercice public des cultes. L'article premier était ainsi conçu : « Dès la promulgation de la présente loi, l'Etat, les départements et les communes recevront à titre définitif la libre disposition des archevêchés, évêchés, presbytères et sé-

(1) C'est à cette séance que le ministre expliqua avec beaucoup de dignité les conditions dans lesquelles le cardinal Richard quitta l'archevêché.

minaires qui sont leur propriété et dont la jouissance n'a pas été réclamée par une association constituée dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux dispositions de la même loi. » Les indemnités de logement incombant aux communes cessaient en même temps. Il était prescrit à l'article 2 que « les biens des établissements ecclésiastiques » (non réclamés) seraient attribués « à titre définitif aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance ». L'article 3 portait : « A l'expiration du délai d'un mois, à partir de la promulgation de la présente loi, seront de plein droit supprimées les allocations concédées aux ministres du culte, qui continueront à exercer leurs fonctions dans les circonscriptions ecclésiastiques où n'auraient pas été remplies les conditions prévues soit par la loi du 9 décembre 1905, soit par la présente loi, pour l'exercice public du culte, après infraction dûment réprimée. » C'étaient les sanctions nécessaires auxquelles l'Etat se trouvait acculé par l'Eglise. Mais elles n'étaient pas sans modération. L'article 4 disait, en outre, que « l'exercice public d'un culte pouvait être assuré tant au moyen d'associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, que par voie de réunions tenues sur initiatives individuelles en vertu de la loi du 30 juin 1881 et selon les prescriptions de l'article 25 du 9 décembre 1905 ». L'article 5, très libéral, laissait les édifices cultuels à la disposition des fidèles et des ministres du culte ; en accordant la jouissance à des associations formées en vertu de la loi de 1901, ou

aux ministres en vertu de règlements administratifs. L'article 6 abrogeait les dispositions de la loi de 1905, contraires aux dispositions nouvelles.

Ainsi, le gouvernement faisait « des concessions évidentes et pour ainsi dire des séductions offertes à l'Eglise pour la tenter » (1); il s'efforçait d' « organiser l'anarchie ». Le Pape repoussa en bloc la nouvelle loi, dans une troisième encyclique en date du 6 janvier 1907. Mal informé par ses conseillers sur la portée de ce nouvel acte, il affirma qu'on avait « déclaré la guerre à tout ce qui est surnaturel, parce que derrière le surnaturel Dieu se trouve, et que ce qu'on veut rayer du cœur et de l'esprit de l'homme, c'est Dieu ». Puis revenant à la loi du 2 janvier, il disait qu'elle avait « confirmé le dépouillement de l'Eglise »; il lui reprochait « d'implanter l'incertitude et le bon plaisir » ; et trompé par le bruit des violents qui, à l'encontre des désirs du législateur, voulaient profiter de ces désordres pour faire avancer l'athéisme, il put vraiment croire qu'on voulait « détruire l'Eglise et déchristianiser la France ».

Les évêques français, malgré les signes des temps, ne perdaient cependant pas courage. Ils se réunirent en assemblée générale, et « détachant de la loi les propositions susceptibles de créer au prêtre dans l'Eglise une certaine stabilité, ils préparaient des projets de contrats. C'est ce qu'on appelle la période des contrats

(1) A. MATER, *La Politique religieuse de la République française*.

de jouissance, qui redonne quelque espoir aux modérés de tous les partis (1) ». Préoccupé du sort des biens d'Eglise, « l'abbé Lemire essaya de sauver une parcelle du patrimoine catholique. » Briand reconnut avec éloquence les grandes qualités de l'abbé-député. « Si dans le monde catholique, dans le clergé, il y avait eu une majorité de Français comme lui, l'Eglise ne serait pas acculée à une aussi triste situation. » Et pour lui plaire, le gouvernement se plia encore à un acte de libéralité. Il s'agissait des caisses diocésaines, qui devaient assurer l'existence aux vieux prêtres, et qui, n'ayant pas fait la dévolution de leurs biens à des cultuelles, n'avaient pas d'existence légale. Malgré les injures dont la droite l'accabla, le ministre décida que les biens des caisses diocésaines passeraient aux établissements de bienfaisance et d'assistance à charge de payer les pensions dues aux ecclésiastiques (2).

Puis, malgré la mauvaise volonté évidente du Pape, qui temporisait et voulait rejeter sur les évêques français la responsabilité de tous les événements présents et à venir, les évêques firent publier le 30 janvier 1907 une déclaration, où ils se disaient « disposés à faire l'essai de conventions de ce genre », mais en réclamant « le droit d'y introduire toutes clauses non contraires à

(1) ARISTIDE BRIAND, *La Séparation. Application du Régime nouveau*. Note du compilateur.

(2) Et le ministre ajoutait, en parlant des prêtres âgés et infirmes : « Le gouvernement de la République considéra comme un honneur de faire à leur profit ce que les dirigeants de l'Eglise catholique n'ont pas su... faire pour eux. »

l'ordre public, et destinées à donner deux sortes de garanties rigoureusement nécessaires; les unes concernant la permanence et la sécurité morale du service religieux dans les églises concédées en jouissance, les autres ayant trait à la sauvegarde des principes de la hiérarchie (1) ». Ce factum, rédigé en termes si hautains que Clémenceau dit le « repousser du pied », marquait cependant une étape vers la reconnaissance par l'Eglise de la loi de 1905. Allard, toujours impétueux et entier, voulait à toute force maintenir la déclaration annuelle préliminaire à l'exercice du culte; Briand, plus souple et plus onctueux que jamais, ne voulait pas perdre cette occasion de trouver un terrain d'accord. Il lança aussitôt des circulaires ministérielles que la gauche prit pour des concessions au Vatican. Un énervement visible se fit bientôt sentir dans la partie la plus avancée de la Chambre, où l'on accusait le ministre de « reculer tout le temps ». Il se défendit avec son éloquence habituelle à la séance du 19 février 1907, où il affirma qu'une certaine gêne, qu'un certain flottement devaient se produire avant de mener à bien une œuvre aussi vaste que la Séparation. « Nous n'avons pas une telle impatience, dit-il, que nous perdions de vue les intérêts qui nous sont confiés... L'on acceptera avec la plus grande joie tout ce qui pourrait avoir pour effet

(1) Les conventions dont il est question étaient des contrats administratifs passés entre préfets ou maires, d'une part et, de l'autre, évêques ou curés, afin de permettre à ces derniers la libre jouissance des édifices cultuels.

de réaliser la pacification définitive... Nous sommes restés chez nous, nous avons entendu des propositions; elles ne nous satisfont pas pour le moment; ce n'est pas une raison pour fermer brutalement la porte. » Le gouvernement obtint un ordre du jour de confiance, et d'ailleurs, le Vatican n'allait pas encore lui permettre de s'entendre avec les curés. Alors qu'on aurait pu arriver à une solution sur la question des contrats, le refus par le gouvernement de prendre à sa charge les grosses réparations et le refus de l'Eglise de s'engager à ne jamais nommer aux charges paroissiales d'anciens congréganistes ou des prêtres de nationalité étrangère amenèrent la rupture des négociations. Et le clergé de France demeura dans la situation instable et précaire d'où il avait essayé de sortir, avec l'aide du ministère français, mais où l'intransigeance du Pape l'avait rejeté.

Ainsi, en mars 1907, il paraissait que la politique pontificale « n'avait produit que des ruines (1) ». Mais les conséquences fatales (pour le clergé de France et la religion catholique) qu'elle devait entraîner apparurent encore au cours de la même année. Il s'agit, en effet, de faire la dévolution des biens ecclésiastiques (près de 400 millions en séquestre depuis le mois de décembre 1906, et qui auraient dû faire retour aux associations cultuelles), aux établissements communaux d'assistance et de bienfaisance.

(1) MATER, *La Politique religieuse de la République française*.

« Mais ce patrimoine était grevé de toutes les dettes contractées avant la Séparation par les établissements ecclésiastiques. » Il était également « grevé de charges pieuses et autres, notamment de charges de messes (1) ». Briand se refusa à prendre ces dernières charges au compte du gouvernement, et cela donna lieu à de nombreux procès, car l'article 9 de 1905 admettait la possibilité d'une action en reprise et en revendication, chaque fois que des charges de ce genre resteraient inexécutées. Ainsi les communes qui avaient reçu les biens du clergé avaient chez elle, comme Briand le disait, de véritables « nids de vipères ». Ces nids, il fallait les détruire, et M. Raynaud déposa une proposition de loi destinée à mettre un terme à cette situation compliquée. Le 28 juin 1907, le gouvernement déposa un projet basé sur cette proposition, et qui fut renvoyé à la Commission de législation et de réforme judiciaire, civile et criminelle. Sur l'instance de Briand, le projet fut mis à l'ordre du jour le 10 juillet, et la discussion commença dès la rentrée des vacances parlementaires.

Elle battait son plein le 24, le 28 et le 30 octobre 1907. De Castelnau et Groussau s'élevèrent contre cette loi purement interprétative, qui réglementait la transmission aux pauvres des biens d'église, laissés sans propriétaire légal par la faute de l'Eglise elle-même. Barres aussi se constitua, selon l'expression un peu ronflante de l'opposition, l'« avocat des morts ». Briand

(1) BRIAND, *La Séparation, application du Régime nouveau*. Note du compilateur.

leur répondit. Il montra que les fondations constituent un patrimoine spécial, et que si leur objet ne peut être rempli, c'est aux pauvres, et non aux particuliers, qu'il doit revenir. Il fit voir aussi que la loi nouvelle n'était pas en contradiction avec la loi de 1905; il cita Mirabeau, qui disait à la Constituante : « L'utilité publique est la loi suprême... comme si des particuliers, ignorants et bornés, avaient eu le droit d'enchaîner à leur volonté capricieuse les générations qui n'étaient point encore..., comme si les corps particuliers avaient quelque droit vis-à-vis de l'Etat. » Et le ministre ajoutait avec raison : « L'Eglise n'est pas dans ce débat. Il n'a tenu qu'à elle de prendre possession de ces biens... Nous avons attendu pendant plus d'un an qu'elle consentit à les prendre en remplissant les formalités nécessaires. »

Avec beaucoup de verve et d'entrain, il montra l'Eglise prenant parti pour les tiers au lieu de défendre les droits des pauvres ; il cita des passages d'ouvrages catholiques corroborant sa façon de penser sur ce point spécial ; il révéla l'existence d'agences de procès à forfait, propres à entretenir l'agitation politique jusqu'aux élections municipales. C'était un véritable complot. Puis reprenant la question à sa base, il montra que Léon XIII avait dû intervenir dans le honteux trafic des fondations pour messes, il fit voir les prêtres, submergés de fondations, disant « mille, deux mille, trois mille messes d'un seul coup ». La question était, il faut en convenir, épineuse. M. Jules Roche monta à la tribune

pour expliquer que l'objet de la fondation, la messe, pouvait très bien être exécuté. Il y avait des prêtres, il pouvait être dit des messes. Lui-même l'auteur d'un projet de séparation, il avait conçu un article d'après lequel les fondations pieuses faisaient retour aux donateurs jusqu'au sixième degré inclusivement. Mais Briand, toujours si souple, n'eut pas de peine à lui faire voir que cette clause ne faisait que corroborer sa thèse, puisqu'elle faisait malgré tout à ces donations une situation spéciale.

Les difficultés multiples suscitées par l'entêtement de l'Eglise occupèrent l'attention de la Chambre pendant tout l'automne de 1907. Le 4 novembre, on discuta l'entretien des édifices du culte. On fit l'objection que : « Le projet actuel partageait l'héritage des fabriques, qu'il donnait les biens, l'actif aux établissements charitables et laissait toutes les charges aux communes. » Mais il fallait prévoir le cas où certaines communes ne se soucieraient pas de recueillir un pareil héritage.

Alors, c'est aux fidèles à s'assurer que l'édifice cultuel ne tombe pas en ruines. Déjà, plusieurs paroisses l'ont fait, elles ont compris leur devoir (1). « Ceux-là qui aiment leur clocher, qui ne vont pas à l'église pour le roi, pour l'empereur ou pour la République, ceux-là

(1) Taudière dit : « Si les catholiques peuvent réparer les temples, ils n'y sont certainement pas tenus (sauf moralement). Ils y sont sans titre juridique défini, mais ils ont légalement le droit d'y demeurer jusqu'à désaffectation des édifices par loi ou décret, conformément à l'article 13 de 1905. »

sont prêts à faire des efforts pour conserver ce clocher en bon état. » Une nouvelle discussion sur le même sujet s'engagea le 13 novembre. Le même jour, l'abbé Lemire faisait admettre par le gouvernement son principe de secours mutuels ecclésiastiques, où cependant Briand exigeait qu'on « fit de la mutualité et non du culte », et l'on revenait aux actions en reprise ; le 27, aux fondations pour messes, qu'on remettait encore sur le tapis le 19 décembre, puis encore le 20. C'était là « un douloureux conflit, qui préoccupait tous les partis, de savoir que les messes des morts ne seraient pas dites ». L'abbé Lemire proposa un amendement qui fut repoussé, puis il fallut que Briand se défendît une fois de plus contre Allard, toujours aussi intransigent, pour assurer au vieux culte la jouissance des vieilles églises.

La loi fut enfin votée, le 20 décembre 1907, par 351 voix contre 169. Le texte vint en discussion au Sénat quelques mois plus tard. Là encore, Briand discuta avec beaucoup d'humour les principes des fondations de messes. « Parce qu'au x^e siècle l'Eglise aurait persuadé que le monde allait finir en l'an mil, et que les fidèles crédules lui auraient donné tous leurs biens, l'Eglise serait à perpétuité maîtresse de tous les biens de la terre (1). » Cependant, « l'impression de malaise, née à l'idée que les dernières volontés des mourants ne seraient pas exécutées, s'était encore accentuée. » M. Chaumié proposa un amendement inacceptable, par-

(1) *Séance* du 1^{er} avril.

ce qu'il tendait à renouer les relations entre l'Etat et la hiérarchie catholique. Mais M. Philippe Berger proposa qu'on conférât la faculté de recueillir les biens grévés de messes aux mutualités ecclésiastiques, auxquelles la Chambre avait consenti à attribuer les biens des prêtres âgés et infirmes. Le gouvernement l'accepta, et il fut adopté par 221 voix contre 56, avec l'approbation entière de la droite,

Quarante-huit heures après, la Chambre l'adoptait à son tour. Allard accusait injustement Briand d'avoir capitulé devant le Sénat. Le 10 avril, le projet de loi était voté par 361 voix contre 128 (droite et progressistes). L'amendement Berger était accepté par 320 voix contre 185, la minorité se composant de l'extrême gauche (y compris Buisson et Dejeante).

Mais ce dernier effort de générosité et de libéralisme devait, comme les autres, rester stérile. Le Vatican qui avait condamné les associations cultuelles de 1905, puis le droit commun d'association de 1901 et 1907, devait aussi condamner le système des mutualités ecclésiastiques. Le 20 mai, les journaux publièrent la lettre adressée, le 17 par le Pape aux cardinaux français. « Il ne nous est pas possible », disait-elle, « d'autoriser la formation des mutualités approuvées..., un système contraire aux lois qui régissent la célébration légitime de l'acte le plus auguste du culte catholique. »

Le gouvernement de la République ne pouvait pas aller plus loin. Et pour reprendre les termes éloquentes de Briand défendant la loi en séance du 1^{er} avril 1908 et

« faisant le bilan des intransigeances de Rome et des concessions de l'Etat français » : « Moi, Messieurs, j'ai conscience d'avoir toujours fait les plus grandes concessions à mes adversaires; ce sont les laïcs, ce sont les politiques intransigeants de l'Eglise qui ont créé la situation dans laquelle nous sommes... Un ordre vient de là-bas qui tue votre initiative... La loi de 1907, c'est plus que la loi de 1901. Nous sommes allés de concession en concession. Notre route en est jalonnée (1). »

(1) Les israélites et les protestants s'accoutumèrent fort bien de la loi de Séparation; ils accueillirent avec joie « l'indépendance réciproque du domaine de la conscience et du domaine de la politique, et l'incompétence radicale du pouvoir gouvernemental en matière religieuse... L'état de choses créé par la loi se trouve donc être en accord avec les traditions du protestantisme, avec ses principes constitutifs... A la simple tolérance a enfin succédé la complète liberté ». M. FALLOT, dans *la Revue politique et parlementaire*, septembre 1907,

La situation actuelle.

Ainsi se terminait, il y a un peu plus de deux ans, ce duel si longtemps attendu, mais si rapidement brusqué, entre l'Eglise et l'Etat en France ; ainsi se dénouait, dans un ensemble de dispositions légales extrêmement justes et extrêmement habiles, « la crise produite par l'intransigeance cléricale de Pie X se heurtant contre l'intransigeance radicale de M. Combes. » (Mater.)

Contrairement à ce que leurs adversaires en ont pu dire, ces lois n'ont pas fait faillite (1) ; au contraire,

(1) M. GEORGES LACHAPELLE, dans la *Revue politique et parlementaire*, février 1907, croit que la Séparation fut trop brusque, et qu'on se serait mieux compris si on avait maintenu l'ambassade auprès du Vatican. Dans son article impartial et intéressant, l'auteur blâme aussi le Pape d'avoir écouté les agitateurs politiques, royalistes et autres fauteurs de troubles.

Un autre écrivain, E. Pélagaud, se plaint dans la même *Revue*, mai 1906, de ce que le gouvernement n'ait pas abordé la question dogmatique et restauré la vieille Eglise gallicane. D'après lui, le triomphe du Pape est complet ; on lui a livré le clergé français pieds et poings liés.

« La Séparation, dit Le Nordez, aura été le fruit des maladresses du parti catholique depuis vingt-cinq ans. »

elles ont produit leurs principaux effets : la neutralité de l'Etat républicain en matière confessionnelle, la fin du Concordat, la suppression du budget des Cultes, l'abolition des privilèges du clergé. Elles ont été reconnues par les protestants et par les israélites ; elles l'ont même été par les catholiques, surtout par les prêtres, qui leur doivent leurs pensions, par les évêques, qui se réunissent librement sous leur protection, et implicitement par le Pape, qui nomme librement les évêques sans se préoccuper des préférences du gouvernement français.

Ceux qui sont chargés de l'application de la loi de 1905 se montrent généralement très satisfaits. Tout dernièrement, l'*Officiel* publiait la liste des biens ecclésiastiques à attribuer aux départements. Et pour une grande partie des biens dont il s'agit, les délais légaux prévus pour les actions en reprise ou en paiement de dettes sont bien près d'expirer. Nous assistons à la marche inéluctable d'une loi dont Briand a pu dire qu'elle « n'est pas une réforme impopulaire. » C'est là, sans doute, ce qui exaspère les rancunes et les regrets malavisés d'une certaine partie de l'Episcopat. C'est ce qui fait s'insurger — bien inutilement d'ailleurs — le cardinal Andrieu et les évêques qui, par complaisance, semblent lui donner leur adhésion ; c'est la raison de l'attitude insurrectionnelle qui a amené l'évêque de Bayonne, Mgr. Gieure, devant les tribunaux. Il est puéril de la part de ces ecclésiastiques de fulminer contre les acquéreur des biens d'Eglise et ils commettent un acte de

la plus haute gravité en déclarant « la loi inexistante pour les catholiques, du moment où leur chef supérieur, gardien incorruptible de la morale des individus et des nations, l'a condamnée plusieurs fois comme attentatoire à la propriété, à l'autorité et à la liberté de l'Eglise (1) ».

Si l'Eglise n'est pas actuellement en possession de son patrimoine, qui, d'ailleurs, est celui de la nation, il ne lui sied de s'en prendre qu'à elle-même. La loi est explicite à cet égard, et il suffit de la lire pour s'en convaincre. Le gouvernement ne fait pas preuve, en l'appliquant, comme le dit *le Gaulois* du 20 juin 1909, d'« un beau zèle anticlérique ». La loi s'appliquerait d'elle-même sans qu'il fût besoin du moindre zèle. Et le Tribunal de Bayonne l'interprète très justement quand il dit, en condamnant Mgr Gieure à une amende de 500 francs : « Attendu que la loi du 9 décembre 1905 prévoyait le transfert des biens d'Eglise dans le délai d'un an à des associations ; attendu que, si les associations n'étaient pas constituées, ces biens devaient être attribués à des œuvres d'assistance et de bienfaisance ; que les catholiques se *sont abstenus* de constituer ces associations... (2). »

C'est de la logique pure. L'application de la loi n'est pas plus anticléricale que la loi elle-même. Elle est simplement raisonnable. Le clergé ne peut pas espérer tromper l'opinion en lui montrant les temples fermés,

(1) *Le Journal*, 15 juin 1909.

(2) *Le Journal*, 6 juillet 1909.

l'Eglise spoliée, la basilique du Sacré-Cœur, elle-même, désaffectée. Ses partisans les plus chauds ne peuvent arriver à faire tenir debout un pareil épouvantail. Il y a longtemps que l'opinion publique est éclairée sur ce point. On ne la leurrera pas.

Il faut le reconnaître. Les prêtres sont dans une situation précaire. Ils ne sont plus que tolérés, alors qu'ils pourraient jouir en paix de leurs biens sous la protection de la loi. C'est leur faute s'ils ne sont plus que des occupants temporaires sans droits reconnus, que « la République pourrait faire sortir si cela lui semblait nécessaire, ou sans inconvénient pour la paix publique ». Ils auraient pu constituer à eux seuls, sans l'adjonction d'un seul laïque, les associations prescrites. Le Pape leur a ordonné de n'en rien faire, et du même coup a affaibli l'Eglise de France (1).

Il a fallu l'intervention courageuse de l'abbé Lemire pour que le Saint-Siège permit au gouvernement de ne pas laisser dans la misère les vieux prêtres infirmes. Il n'admit, d'ailleurs, l'amendement qu'à son corps défendant. Et pourtant, Lemire ne pouvait montrer le chemin à suivre avec plus d'éloquence : « Je suis, disait-il, de ceux qui croient que les prêtres doivent apprendre à défendre leurs intérêts professionnels en se groupant,

(1) L'abbé Lemire a dit du Pape : « C'est un honnête homme, qui n'a en vue que le bien de l'Eglise, et qui fait son devoir. » Et il ajoutait avec autant de courage que de perspicacité : « Beaucoup de ceux qui se plaignent auraient dû le renseigner plus et mieux. »

et suivre l'exemple que leur donne la démocratie... Je veux sortir de l'individualisme, de l'égoïsme, de la tyrannie qui est toujours possible quand on n'a pas la loi pour se protéger... Quand je trouve le moyen de faire rentrer une catégorie quelconque de nos prêtres dans le cadre de l'une quelconque des lois françaises, je recommande cette existence légale, cette expérience d'une loi de mon pays (1). »

Mais c'est justement ces expériences qui répugnent le plus aux mauvais conseillers de l'Eglise. Ils ont signé de gaieté de cœur la disparition de son vieux patrimoine ; ils auraient volontiers accepté, dans leur obstination aveugle et égoïste, la misère de ses vieux serviteurs ; ils ne font rien pour régulariser et consolider la situation des prêtres dans l'Eglise. Les seules libertés et les seules garanties dont jouisse le prêtre à l'heure présente, on peut dire en toute vérité qu'il ne les doit qu'à la libéralité du gouvernement. C'est grâce à lui que les églises restent ouvertes, qu'« elles sont à la disposition des catholiques, et qu'on ne les en chassera pas ». (Briand.) C'est grâce à la sage détermination de la République que seul, le prêtre catholique romain a droit à la vieille église catholique romaine, qu'il en garde les clefs avec le maire, et qu'il peut en régler les sonneries avec l'autorité municipale. Il a même plus de liberté qu'auparavant, puisque les articles 207 et 208 du Code civil sont abrogés, et qu'il peut entretenir une correspondance religieuse avec une puis-

(1) *Séance* du 4 novembre 1907.

sance étrangère sans l'autorisation préalable du ministre des Cultes. La soutane n'est plus protégée comme uniforme d'administration, mais le porteur n'en a jamais été aussi libre. Seulement, il ne peut plus compter sur aucun salaire, et c'est encore au chef de l'Eglise, ou plutôt aux mauvais amis de l'Eglise, qu'il doit en faire porter la faute.

C'est la même cause initiale qu'on retrouve à la source des difficultés éprouvées par l'autorité ecclésiastique pour le recrutement des prêtres. Mgr Amette dit bien, en manière d'encouragement, qu'avec la Séparation « il y aura peut-être moins de prêtres, mais qu'ils seront des hommes supérieurs »; et Mgr Douais disait à un reporter : « Que m'importe d'avoir perdu palais, traitement, si j'ai gardé ma foi ! Là où il y avait cinq cents prêtres, il n'y en aura peut-être plus que trois cents, mais ceux-là seront des âmes d'élite. Au lieu d'attendre la pratique comme un commerçant dans sa boutique, le prêtre partira à nouveau à la conquête des âmes. »

Ce sont là des prophéties de croyant, et il faut espérer pour l'Eglise qu'elles se réaliseront. En attendant, la faute initiale commise par le Pape et son entourage en refusant de reconnaître les associations cultuelles a désorganisé le service des séminaires. Mgr Amette avoue lui-même, dans son mandement de Carême de 1909, que Paris manque de prêtres. Et M. F. Gibon dit, en parlant des petits séminaires, que 80 0/0 se sont reconstitués à l'état d'institutions secondaires libres et autonomes, ou souffrent d'avoir leurs élèves répartis dans

d'autres maisons. 20 0/0 environ ont actuellement leurs élèves dispersés un peu partout. Il résulte, vu les pertes faites, que les écoliers demeurés fidèles se chiffraient par huit ou neuf mille, soit le tiers seulement de l'effectif de 1904 (1).

Voilà, certes, une situation déplorable et qui pourrait avoir, sur les destinées de l'Eglise, les conséquences les plus redoutables. Mais il est injuste d'en rendre responsable le gouvernement républicain. C'est en vain que M. F. Gibon essaye de nous émouvoir en rappelant la « tourmente insensée et brutale » que le Parlement a déchaînée sur « les grands et les petits séminaires ». C'est en vain qu'il nous les dépeint voués à « toutes les tristesses de la solitude et de l'abandon, sous la surveillance rigide d'un séquestre, en attendant la liquidation, c'est-à-dire la vente à vil prix ». Si les séminaires sont vendus, à qui la faute ? Pendant un an, l'Etat a attendu patiemment que l'Eglise, par l'entremise de ses associations, s'en déclarât acquéreur. L'Eglise n'en a rien fait.

Il est bon de souligner ce point important en résumant la situation actuelle. Tout compte fait, elle est excellente pour le gouvernement, qui voit se consommer dans un ordre parfait les conséquences d'une loi nécessaire et reconnue telle par la grande majorité des citoyens. Elle n'est pas injuste. C'est un reproche qu'on

(1) Cf. FÉNELON GIBON, *La Crise de nos petits séminaires*, 1907, p. 82.

ne saurait lui faire sans faire en même temps injure au peuple de France, qui sait et qui peut se lever contre toutes les injustices, quels qu'en soient les auteurs. Elle est appliquée par un gouvernement qui donne tous les jours des preuves de son libéralisme et de son humanité.

On serait mal venu à venir parler de spoliation et de persécution. Le Concordat, qui était en train de mourir de sa belle mort, et qui devenait tous les jours plus débile et plus caduc, a été un peu rudement supprimé. Mais on a pris toutes les précautions nécessaires pour que les héritiers ne soient lésés en rien. Si l'Eglise est dans une situation précaire, c'est à elle-même qu'elle le doit. Si elle manque d'argent, si elle manque de prêtres, ce n'est pas le gouvernement, c'est elle qui en est responsable. Si, en persévérant dans une politique mal inspirée, elle en arrive à perdre une partie de son influence sur les Français, c'est surtout à son intransigeance qu'elle le devra.

CONCLUSION

On peut bien le dire sans crainte d'être démenti : les lois de Séparation ne sont pas des lois religieuses; elles ne sont pas non plus des lois politiques. Sans aller aussi loin que ce juge qui, dans ses considérants, qualifiait un peu trop simplement de « loi de police » les dispositions de la loi de 1905, on peut dire qu'elles constituent avant tout une loi d'affaires, économique et administrative.

C'est parce qu'ils se sont trompés sur la signification de la loi que les partis se sont heurtés avec tant de passion. Qu'ils aient été de bonne ou de mauvaise foi, les hommes de l'extrême droite et de l'extrême gauche, à la Chambre comme dans le pays, ont trop souvent été portés à voir dans les textes du législateur une arme que les uns trouvaient naturellement trop faible, et les autres trop redoutable. Mais jamais il n'est venu à l'esprit du rapporteur ou de la commission de regarder la loi comme une arme de combat, et la majorité leur a donné raison, chaque fois qu'elle a été consultée. Avec une courageuse franchise et un sens des affaires peu

commun, le gouvernement et la majorité ont toujours pris soin de ne pas se laisser entraîner, ni à droite, ni à gauche, par les passions du moment. Chaque fois qu'ils ont cru devoir s'écarter de leur plan primitif, ils l'ont fait dans un sens libéral. Et le pays, qui n'a aucun désir de perdre son temps à des questions purement administratives, les a approuvés.

La loi de Séparation était nécessaire, elle était inévitable. Tout d'un coup, peut-être un peu trop brusquement, la République et le Vatican se sont trouvés en face d'un problème qui les tracassait depuis longtemps, mais qu'ils n'avaient pas eu le courage d'envisager jusque-là avec toutes ses conséquences. Combes et Pie X, idéalistes tous les deux, ne s'en effrayèrent pas. Alors on découvrit que le Concordat, « qui avait la force de toutes les transactions par la conciliation d'intérêts opposés, en avait aussi la faiblesse, qui tient à ce que les intérêts opposés se fatiguent d'être réunis les uns aux autres... La transaction s'est révélée comme une transition... Il était devenu inévitable qu'un jour ou l'autre cette antinomie disparût, ou parce que l'Etat laïque redeviendrait l'Etat confessionnel de l'ancien régime, ou parce que l'Etat non confessionnel se détacherait de l'Eglise rendue à elle-même (1). »

Devant cette constatation, il ne restait plus qu'à agir. Il fallait rompre ces liens devenus si gênants. La tâche eût été plus facile si l'Eglise et l'Etat s'y fussent occu-

(1) M. SABATIER, *Revue hebdomadaire*, 27 février 1909.

pés de concert. Mais Rome avait des prétentions qu'aucun Etat contemporain ne saurait accepter. Alors, il fallut que l'Etat français brisât les chaînes tout seul. D'autres l'avaient fait avant lui. Ce fut un travail ardu, mais il s'en tira à son honneur.

En effet, la loi de Séparation est libérale. Trois fois, pour employer une expression familière mais pittoresque, l'Etat tendit à l'Eglise la perche de salut. Trois fois, l'Eglise refusa de la saisir. Nous ne reviendrons pas sur les conséquences de cette attitude : les évêques, nommés par un souverain étranger (1), auquel ils sont soumis sans réserve, sont naturellement regardés comme les agents de ce souverain dont la politique est foncièrement hostile à la République. D'autre part, le clergé semble avoir perdu tout droit à la critique et à la liberté d'esprit, témoins, Loisy, Naudet et Dabry (2). Pour n'avoir pas compris les signes des temps, l'organisation romaine sort rapetissée dans ses représentants subalternes de cette lutte de trois ans, et, enveloppée

(1) Les évêques ont complètement abdiqués entre les mains du Pape. « Ainsi, dit Delaisi, la papauté a atteint son but. La monarchie romaine, rêvée par Grégoire-le-Grand, essayée avec des fortunes diverses par la Curie éternelle pendant douze siècles, est un fait accompli. Le Pape nomme, déplace, révoque les évêques à sa volonté, convoque leurs assemblées, fixe leur ordre du jour, recueille les avis et décide souverainement sans avoir à tenir compte de la majorité. Il n'a plus à partager avec l'Etat la suprématie sur l'épiscopat : il en est le maître unique et absolu. »

(2) Cf. DEBIDOUR, *L'Eglise catholique et l'Etat en France, sous la Troisième République*, t. II, p. 496.

à son corps défendant par la loi, reste malgré tout et par sa propre faute, hors la loi.

Ainsi la loi de Séparation se révèle comme essentiellement administrative. Elle n'a pas de préoccupation confessionnelle; elle n'a pas d'arrière-pensée théologique. Elle ne s'attaque pas à l'Eglise du Christ; elle ne s'attaque à aucune croyance sincère ou même non-sincère; elle ne s'attaque qu'au cléricalisme, au seul qu'il ait fallu jamais attaquer, au cléricalisme romain. Allons plus loin. S'attaquer est trop fort appliqué à une législation si modérée. La loi constate. Elle constate qu'il est impossible pour l'Etat de tolérer à ses côtés la présence d'un sosie qui, sous prétexte de religion, s'arroge les droits et les privilèges de l'Etat légitime. Elle proclame les droits de la nation supérieurs aux exigences de la Curie romaine.

« La loi de Séparation, dit de Lanessan dans l'enquête du *Siècle*, est une œuvre de liberté; elle offre tous les avantages et les inconvénients des œuvres de liberté. » Les avantages sont également distribués entre l'Eglise et l'Etat : « On dit (explique M. Faguet dans la *Grande Revue* du 1^{er} mars 1900): l'Eglise, forcée de vivre par elle-même, c'est-à-dire par les subventions de ses fidèles, ne dominera plus ses fidèles et sera subordonnée à eux... C'est l'épreuve par laquelle une église doit passer, pour qu'on sache si elle est vivante ou si elle est factice, en d'autres termes, si elle est ou si elle n'est pas. »

*
* *

Comme toutes lois, la loi de Séparation laisse en présence deux camps avec des variétés intermédiaires : les intransigeants de droite et de gauche, et les libéraux. Le Pape est à la tête des intransigeants de droite, avec le cardinal Merry del Val et plusieurs évêques français. Et les anticléricaux irréductibles, comme M. Alard, mènent le groupe de gauche. Du côté des libéraux, nous retrouvons MM. de Vogüé, Thureau-Dangin, Denys Cochin, d'Haussonville, de Castelnau, et d'autres chefs du parti catholique, signataires de la lettre adressée aux évêques de France en mars 1906. C'est leur rôle, et celui de tous les libéraux, de faciliter la conciliation. Quoiqu'on ne puisse pas être catholique malgré le Pape, et qu' « un catholique quelque peu conséquent ne puisse être libéral (1) », il y a cependant bien des points, surtout en matière de discipline, où une divergence de vues demeure possible, tout en permettant au fidèle de rester en communion d'idées avec le chef du Catholicisme romain. Le vieil organisme deviendra libéral, ou il ne subsistera pas.

(1) RENAN, *Question contemporaines*, p. XIX, préface. Lapeyre rappelle que Pie IX condamna 47 fois le libéralisme. Et puis, il y a trop d'hésitants. « Les principes de l'Eglise eux-mêmes sont hésitants et divisés. » (Lavollée.) D'autres se plaignent que la loi ait fait « ce miracle de conduire tous les catholiques français à l'ultramontanisme romain. » (Delaisi.)

Car il peut devenir libéral sans pour cela renoncer aux traditions de vingt siècles. Et c'est surtout en discutant les causes et les conséquences de la loi de Séparation qu'il faut bien se garder de prendre les choses au tragique. On a écrit beaucoup d'utopies (1) sur ce qu'on aurait pu faire à la place de la Séparation, on a élaboré de beaux programmes pour la régénération de l'âme religieuse française. Malheureusement, ce ne sont là que des programmes et des théories. Or, il faut s'occuper des faits.

S'il est, malgré cela, une idée qu'on doive garder bien claire en son esprit quand on aborde ces questions délicates, c'est que la Loi de Séparation ne met pas, et ne mettra jamais la religion en cause. La Séparation des deux pouvoirs est un événement purement civil, ce n'est pas, ainsi que l'explique Combes, « un accident de notre histoire », mais le terme de l'évolution qui a vu passer l'organisation romaine par la théocratie, la Constitution civile et le Concordat, pour aboutir à la liberté (2).

(1) « Nous disons, soutient M. Desdevizes du Désert dans *l'Eglise et l'Etat en France*, que la République aurait dû conquérir l'Eglise. Nous avons de très bonnes raisons de croire que la chose eût été relativement facile et rapide. Nous connaissons des hommes d'Eglise formés dans nos écoles, et qui pourraient dire si nous nous trompons. »

(2) Ainsi était enfin obtenue cette liberté si longtemps réclamée par les plus grands esprits religieux eux-mêmes, comme Lamennais et Lacordaire, et de nos jours par les plus avancés des membres du clergé, comme les abbés Klein et Dabry.

Nul doute qu'elle s'en accommode, comme elle s'est accommodée peu à peu des formes de plus en plus mitigées de l'absolutisme. Mais il est à cela une condition indispensable. Il faut que Rome abandonne tous ses rêves de domination sur la société, et qu'elle se contente de la conquête des âmes. Tout s'arrangera. Tous les papes ne sont pas des Pie X, et l'Eglise a trop longtemps vécu pour ne pas savoir se plier aux évolutions de la vie. Un temps viendra, ainsi que Renan l'a prédit, où le « Catholicisme sera amené à préférer le simple appel à la conscience au régime protecteur... Gardons-nous de croire que Dieu a quitté pour toujours cette vieille Eglise. Elle rajeunira comme l'aigle, elle reverdira comme le palmier (1) ». Ce n'est pas l'intention de la République de s'opposer à ce rajeunissement. Le voudrait-elle, d'ailleurs, qu'elle ne le pourrait pas. Le gouvernement ne cherche pas à « déchristianiser » la France. Il veut simplement — ce qui est bien plus difficile — la décléricaliser. La vraie religion profitera de ce vaste déblaiement. Car la vraie religion a sa source la plus pure et la plus vive dans l'esprit philosophique, l'esprit critique et la conscience libre et libérale des peuples.

Nous sommes encore trop près des événements pour les juger avec toute la clairvoyance désirable. Dans la poussière soulevée par la chute du vieux monument, les hommes s'agitent encore, en proie aux passions les plus diverses. Ainsi que me le disait un dignitaire de l'Eglise, les plus remuants sont les congréganistes, qui

(1) RENAN, *Questions contemporaines*, p. 400.

voudraient bien rentrer par la fenêtre là d'où ils furent naguère expulsés par la porte. C'est à eux, en partie, qu'on doit l'échec partiel de la loi de Séparation. Mais les vrais catholiques seront assez perspicaces pour ne pas faire le jeu des moines et des frères. « Il est temps, dit A. de Lapparent, de nous réformer nous-mêmes, de revenir au sérieux, et de ne plus nous fier aux écrivains et aux journaux qui nous ont si lamentablement trompés (1). » Il est temps de séparer la religion de la politique d'un Montagnini, et le christianisme du cléricanisme.

Déjà, de nombreux indices se révèlent, signes d'une vitalité renouvelée et précurseurs de temps meilleurs. Le mouvement du « Sillon » essaie d'opérer la fusion des enfants de la tradition et de l'esprit nouveau. On peut lui reprocher, comme à celui des « Semaines sociales », vantées par le comte de Mun, de tenir encore trop à la politique ; on peut l'avertir de ne pas faire trop largement confiance à des hommes violents. Mais ce sera là la leçon de l'expérience. Plus tard, quand les derniers feux du grand combat seront éteints, les catholiques pourront se souvenir avec reconnaissance du ministère et du Parlement républicains qui rendirent possible cette expérience, en dépit des obstacles dressés à tout instant devant eux, et qui les surmontèrent tous les uns après les autres ; parce qu'ils surent s'élever au-dessus des contingences présentes, pour ne songer, libéralement et largement, qu'à l'avenir.

(1) Cité par WEIL, dans *la Revue Bleue*, 5 juin 1909.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIER (R.). — *La Séparation au Sénat*. Paris, *Cahiers de la Quinzaine*, 1905, in-8°.
- AMIABLE (L.). — *La Séparation de l'Etat et des Eglises*. Paris, Marpon et Flammarion, 1882, in-12, br.
- ARCHAMBAULT (M.). — *La Séparation des Eglises et de l'Etat*. Les libéralités grevées de charges, et les fondations pieuses sous l'empire de la loi du 13 avril 1908. Paris, Larose, 1909, in-8°.
- AULARD (A.). — *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat, 1794-1802*. *Revue de Paris*, n° du 1^{er} mai 1897.
- *Polémique et Histoire*. Paris, Cornély, 1904, in-12.
- BARBIER (Abbé E.). — *Cas de conscience : Les catholiques français et la République*. Paris, Lethiellieux, 1905, in-12.
- *Les Démocrates chrétiens et le modernisme*. Paris, Lethiellieux, 1908, in-12.
- BATTIFOL (Mgr P.). — *L'Eglise naissante et le catholicisme*. Paris, Lecoffre, 1908, in-12.
- BERTHÉLEMY (H.). — *Traité élémentaire de droit administratif*. Paris, Rousseau, 1905, in-8°.

- BODLEY (J.). — *France*, London, Macmillan, 1889, in-8°.
- BONNEFOY (Abbé J. de). — *Le Catholicisme de demain*. Paris, Nourry, 1908, in-12.
- . *Les leçons de la défaite ou la fin d'un catholicisme*. Paris, Nourry, 1906, in-18 br.
- BOTA (C.). — *La grande faute des catholiques de France*. Paris, Perrin, 1904, in-12.
- BOUET-MAURY. — *La liberté de conscience en France*. Paris, Alcan, 1909, in-8°.
- BOULAY DE LA MEURTHE. — *Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège, en 1800 et 1801*. Paris, Leroux, 1891-1897, in-8°.
- BOURGEOIS (E.). — *L'abrogation de la loi Falloux*. Paris, Cornély, 1902, in-12.
- BRIAND (A.). — *La Séparation des Eglises et de l'Etat. Rapport fait au nom de la Commission de la Chambre des députés, suivi de pièces annexes*. Paris, Cornély, 1905, in-8°.
- . *La Séparation. Discussion de la Loi*. Paris, Fasquelle, 1908, in-8°.
- . *La Séparation. Application du régime nouveau*. Paris, Fasquelle, 1909, in-8°.
- BRISSON (H.). — *La Congrégation*. Paris, Cornély, 1902, in-12.
- BRUNETIÈRE (F.). — *Questions actuelles*. Paris, Perrin, 1907, in-12.
- CHAIÑE (L.). — *Les catholiques français et leurs difficultés actuelles*. Paris, Storck, 1903, in-12.
- . *Les catholiques français et leurs difficultés ac-*

- tuelles devant l'opinion.* Lyon, Storck, 1908, in-8°.
- CHARRIAUT (H.). — *Après la Séparation. Enquête sur l'avenir des Eglises.* Paris, Alcan, 1905, in-12.
- CHASTAN (Abbé F.). — *L'è Concordat et le gouvernement de la République.* Paris, Lévy, 1886, in-8° br.
- CHÉNON (E.). — *L'Eglise et l'Etat.* Paris, « Sillon », 1903, in-16 br.
- CHESNAIS (P. J. de la). — *L'Eglise et les Etats; trois exemples de séparation.* Paris, Pages libres, 1904, in-12.
- CLÉMENTEAU et RANC. — Articles dans *L'Aurore* et *Le Radical*, mois d'octobre, novembre et décembre, 1904.
- COLLEVILLE (Comte de). — *Les dessous de la Séparation.* Paris, librairie antisémite, 1906, in-12.
- COMBES (E.). — *Une campagne laïque, 1902-1903.* Paris, Simonis Empis, 1904, in-8°.
- *Une deuxième campagne laïque, vers la Séparation.* Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, in-8°.
- Concordat (Le) et les articles organiques avec commentaires.* Paris, Imprimerie nouvelle (Association ouvrière), 1901, in-16, br.
- COPIN ALBANCELLI. — *Le drame maçonnique, La conjuration juive contre le monde chrétien.* Paris, *La Renaissance française*, 1908, in-16.
- CROUZIL (L.). — *Historique de l'idée de Séparation des Eglises et de l'Etat.* Paris, *Bulletin de Littérature ecclésiastique*, mai 1908.
- DABRY (Abbé). — *Les catholiques républicains, Histoi-*

re et souvenirs. Paris, Chevalier et Rivière, 1904, in-12.

DEBIDOUR (A.). — *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France (1789-1870)*. Paris, Alcan, 1898, in-8°.

— *L'Eglise catholique et l'Etat en France, sous la Troisième République (1870-1906)*, Paris, Alcan, 1906-1909, 2 vol. in-8°.

Déclaration (La) des cardinaux, archevêques et évêques de France. Paris, Bonne Presse, 1908, in-8°.

DELASSUS (Abbé). — *L'américanisme et la conjuration anti-chrétienne*. Paris, Société de Saint-Augustin, 1899, in-8°.

DESACHY (P.). — *La France noire*. Paris, Fayard, 1899, in-12.

DESDEVICES DU DÉZERT. — *L'Eglise et l'Etat en France depuis l'Edit de Nantes jusqu'au Concordat*. Paris, Société française d'imprimerie et librairie, 1907, in-8°.

— *L'Eglise et l'Etat en France, depuis le Concordat jusqu'à nos jours (1801-1906)*, Société française d'imprimerie et librairie, 1908, in-8°.

DESPAGNET (F.). — *La République et le Vatican (1870-1906)*. Paris, Larose et Tenin, 1906, in-12.

DOUAIS (Mgr). — *La liberté intellectuelle d'après l'Encyclique « Pascendi »*. Paris, Beauchesne, 1908, in-8°.

DUBIEF (F.). — *La rupture avec le Vatican*. Paris, Cornély, 1904, in-8°.

DUGUIT (L.). — *Le régime du culte catholique antérieur à la loi de Séparation et les causes juridiques de*

la Séparation. Paris, Larose et Tenin, 1907, in-8°
broché.

DUMAZ (Dr.). — *Christianisme et papauté.* Paris,
Steinheil, 1908, in-8°.

*Episcopat (L') français depuis le Concordat jusqu'à la
Séparation.* Paris, librairie des Saints-Pères,
1907, in-4°.

FAGUET (E.). — *L'anticléricalisme.* Paris, Société fran-
çaise d'imprimerie et de librairie, 1906, in-12.

— *Les Eglises et l'Etat.* *La Grande Revue*, numéro
du 1^{er} mars 1900.

FAVRE (J.). — *Rome et la République française.* Paris,
Plon, 1871, in-8°.

FÉLIX (M.). — *Congrégations religieuses. Etude histo-
rique et juridique. Préface de Bienvenu-Martin.*
Paris, Rousseau, 1908, in-8°.

FERENZY (O. de). — *Vers l'union des catholiques de
France. Etude générale des mouvements catho-
liques, suivie d'une enquête sur l'Union.* Paris,
Bloud, 1907, in-8°.

FERRY (J.). — *Discours et opinions.* Paris, Colin, 1893-
1898, 7 vol., in-8°.

FÈVRE (J.). — *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat.*
Paris, Fechoz, 1892, in-8°, br.

— *Un complot libéral contre la Sainte Eglise. Ré-
ponse à la requête des cardinaux laïques en fa-
veur des associations cultuelles.* Paris, Savète,
1906, in-8°.

— *Le Pontificat de Léon XIII.* Paris, Savète, 1908,
2 vol., in-8°.

Fiches (Les) pontificales de Monsignor Montagnini. Pa-
ris, Nourry, 1908, in-16.

- FLOURENS (E.). — *La liberté et l'esprit humain. Pourquoi l'Eglise de France triomphera de la persécution.* Paris, Garnier, 1907, in-8°.
- *La réforme de la loi sur la Séparation des Eglises et de l'Etat.* Paris, Dupont, 1906, in-8°, br.
- FRANCE (A.). — *L'Eglise et la République.* Paris, Pelletan, 1904, in-12, br.
- FREMONT (Abbé). — *Le conflit entre la République et l'Eglise.* Paris, Bloud, 1905, in-12.
- GAMBETTA (L.). — *Discours et plaidoyers politiques.* Paris, Charpentier, 1881-1885, 2 vol., in-8°.
- GAYRAUD (Abbé). — *La loi de Séparation et le Pape Pie X.* Paris, Bloud, 1906, in-16.
- GEORGES (W.). — *France in the Twentieth Century.* London, Rivers, 1908, in-8°.
- GIBON (F.). — *La crise de nos petits séminaires; Statistiques et conclusions.* Paris, Lethielleux, 1908, in-16.
- GIBSON (W.). — *L'Eglise libre dans l'Etat libre; Deux idéals; Lamennais et Grégoire de Blois.* Paris, Nourry, 1906, in-16, br.
- GRUNENBAUM-BALLIN (P.). — *La Séparation des Eglises et de l'Etat.* Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, in-12.
- GUIGNEBERT (C.). — *Modernisme et tradition catholique en France,* Paris, Grande Revue, 1908, in-12.
- HANOTAUX (E.). — *Essai sur les libertés de l'Eglise gallicane,* Paris, Alcan, 1894, in-8°.
- *Histoire de la France contemporaine.* Paris, Combet, Société d'édition contemporaine, successeur, 1903-1906, 4 vol. in-8°.

- HAVET (L.). — *La religion libre dans l'Etat libre. Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'Homme*, numéro du 15 août 1903.
- HUC (A.). — *La loi Falloux ; Le cléricisme et l'école*. Paris, Cornély, 1900, in-12.
- JALABERT (P.). — *De la Séparation des Eglises et de l'Etat au point de vue du protestantisme français*. Paris, Fishbacher, 1903, in-8°.
- JOUANOLOU (A.). — *Les Sociétés de Secours mutuels entre ecclésiastiques*. Paris, Lecoffre, 1906, in-8°.
- Journal officiel de la République française. Années 1903-1908.*
- LACROIX (Mgr). — *Pourquoi je suis concordataire. Bulletin religieux du diocèse de Tarentaise*, numéro du 15 avril 1905.
- LAINÉ (A.). — *Séparation et Concordat*. Tours, Arrault, 1891, in-12, br.
- LAMARZELLE et TAUDIÈRE. — *Commentaire théorique et pratique de la loi du 9 décembre 1905*. Paris, Plon-Nourrit, 1906, in-8°.
- LANESSAN (J. de). — *L'Etat et les Eglises en France depuis les origines jusqu'à la Séparation*. Paris, Alcan, 1906, in-12.
- LAVISSE et RAMBAUD. — *Histoire générale du iv^e siècle à nos jours*. t. VIII-XII. Paris, Colin, 1896-1901, in-8°.
- LECANUET (E.). — *L'Eglise de France sous la Troisième République*. Paris, Poussielgue, 1907, in-8°.
- LECOMTE (M.). — *La Séparation des Eglises et de l'Etat*. Paris, Juven, 1906, in-8°.
- Livre blanc du Saint-Siège ; La Séparation de l'Eglise*

- et de l'Etat ; Exposé et documents.* Paris, Edition des Questions actuelles, 1906, in-18.
- Livre Jaune, Saint-Siège,* Paris. Imprimerie Nationale, 1903.
- LOISY (Abbé). — *Quelques lettres sur des questions actuelles et sur des événements récents.* Paris, Nourry, 1908, in-12.
- MATER (A.). — *L'Eglise catholique. Sa constitution. Son administration.* Paris, Colin, 1906, in-18.
- *Associations et élections cultuelles. La Revue de Paris,* numéro du 1^{er} décembre 1908.
- *La politique religieuse de la République française.* Paris, Nourry, 1909, in-8°.
- MAUMUS (Père). — *La République et la politique de l'Eglise.* Paris, Lecoffre, 1892, in-12.
- MAUMUS (V.). — *Les modernistes.* Paris, Beauchesne, 1908, in-16.
- MERCIER (Card.). — *Le modernisme. Sa position vis-à-vis de la science. Sa condamnation par le pape Pie X.* Paris, Bloud, 1909, in-16.
- MUN (Comte A. de). — *Les congrégations religieuses devant la Chambre.* Paris, Poussielgue, 1903, in-12.
- *Contre la Séparation.* Paris, Poussielgue, 1905, in-12.
- NARFON (J. de). — *Vers l'Eglise libre.* Paris, Librairie mutuelle, 1905, in-12.
- NAUDET (Abbé). — *Pourquoi les catholiques ont perdu la bataille.* Paris, Fontemoing, 1904, in-12.
- NAVILLE (E.). — *Les congrégations religieuses et la loi française du 1^{er} juillet 1901.* Genève, Kündig, 1903, in-12.

- NOBLEMAIRE (G.). — *Concordat ou Séparation*. Paris, Plon-Nourrit, 1904, in-16.
- OLIVIER (E.). — *Pour le Concordat. Correspondant*, numéro du 25 mars 1905.
- PARSONS (L.). — *Enquête sur la Séparation des Eglises et de l'Etat. Grande Revue*, numéro du 15 juin 1904.
- PRADT (M. de). — *Les quatre Concordats*. Paris, Béchet, 1818-1820, 4 vol., in-8°.
- RENAULD (E.). — *La Conquête protestante*. Paris, Reaux, 1900, in-12.
- REVEILLAUD (E.). — *La Séparation des Eglises et de l'Etat*, Paris, Fischbacher, 1906, in-12.
- REVILLE et ARMBRUSTER. — *Le régime des cultes d'après la loi du 9 décembre 1905, et les règlements d'administration publique, relatifs à la Séparation des Eglises et de l'Etat*. Paris, Berger-Levrault, 1906, in-12.
- Revue politique et parlementaire*. — Numéros d'avril, mai, juin 1903; novembre 1904; août, octobre 1905; mai, octobre 1906; septembre, octobre 1907.
- RIBOT (A.). — *Quatre années d'opposition. Discours, 1901-1905*. Paris, Plon-Nourrit, 1905, 2 vol. in-8°.
- Rupture (La) avec le Saint-Siège. Les fautes, les faits, etc., etc.* Paris, Maison de la Bonne Presse, 1904.
- SABATIER (M.). — *Le Concordat. La Revue hebdomadaire*. Numéro du 27 février 1909.
- SABATIER (P.). — *A propos de la Séparation des Eglises et de l'Etat*, Paris, Fischbacher, 1905, in-12.

- SALEILLES (R.). — *Le régime juridique de la Séparation. Revue des Institutions culturelles*, numéro d'avril 1907.
- SANGIER (M.). — *La lutte pour la démocratie*. Paris, Perrin, 1908, in-12.
- SEIGNOBOS (C.). — *Histoire politique de l'Europe contemporaine*. Paris, Colin, 1897, in-8°.
- SEIPPEL (P.). — *Les deux Frances*. Paris, Alcan, 1905, in-8°.
- Séparation (La) des Eglises et de l'Etat; une campagne du Siècle*. Paris, Cahiers de la Quinzaine, 9 avril 1905, in-8°.
- Séparation (La) des Eglises et de l'Etat*. Paris, Cornély, 1906, br.
- SEVESTRE (E.). — *L'Histoire, le texte et la destinée du Concordat de 1801*. Paris, Lethielleux, 1904, in-8°.
- SOREL (G.). — *De l'Eglise et de l'Etat, fragments*. Paris, Cahiers de la Quinzaine, octobre 1901, br.
- SPULLER (E.). — *L'évolution politique et sociale de l'Eglise*. Paris, Alcan, 1893, in-12.
- TAUDIÈRE (N.). — *La loi du 13 avril 1908. Sur la dévolution des biens ecclésiastiques*. Paris, Pédone, 1908, in-8°.
- Textes (Les) de la politique française en matière ecclésiastique (1905-1908)*. Paris, Nourry, 1909, in-8°.
- THERY (G.). — *Commentaire et examen critique de la loi du 9 décembre 1905, sur la Séparation des Eglises et de l'Etat*. Lille, Imprimerie de la Croix du Nord, 1906, in-8°.
- VALLAVIEILLE (F. de). — *De la condition du prêtre dans*

l'Eglise, après les lois de Séparation. Paris, Le-coffre, 1908, in-8°.

VIBERT (P.). — *La nouvelle France catholique.* Paris, Schleicher, 1908, in-8°.

WALDECK-ROUSSEAU. — *La défense républicaine.* Paris, Fasquelle, 1902, in-12.

— *Associations et congrégations.* Paris, Fasquelle, 1902, in-12.

— *Pour la République.* Paris, Fasquelle, 1904, in-12.

WALLIER (P.). — *Le vingtième siècle politique*, années 1902-1906. Paris, Fasquelle, in-8°.

WENDELL (B.). — *The France of to-day.* London, Constable, 1908, in-8°.

ZEVORT (E.). — *Histoire de la Troisième République.* Paris, Alcan, 1896-1901, 4 vol. in-8°.

Vu et admis à soutenance, le 25 avril 1910 :
Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le vice-recteur de l'Académie de Paris,
l'inspecteur de l'Académie,
ISTRIA.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos.....	5
Le Régime Concordataire.....	9
Le Conflit entre l'Eglise et l'Etat.....	30
La Loi de Séparation.....	47
L'Application de la loi de Séparation.....	83
La Situation actuelle.....	100
Conclusion	108
Bibliographie	116

